

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA

NOBLESSE MATERNELLE EN FRANCE

ET PARTICULIÈREMENT EN CHAMPAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 24 janvier 1898, à 8 heures 1/2

Par **Marcel GRAU**

Président : M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur,
BERTHELEMY, agrégé.*



PARIS

IMPRIMERIE DES ÉCOLES, HENRI JOUVE
15, RUE RACINE, 15

1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DE LA
NOBLESSE MATERNELLE
EN FRANCE

ET PARTICULIÈREMENT EN CHAMPAGNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

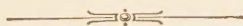
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 24 janvier 1898, à 8 heures 1/2

Par **Marcel GRAU**

Président : M. CHÉNON, professeur.

*Suffragants : { MM. LEFEBVRE, professeur,
BERTHELEMY, agrégé.*



PARIS
IMPRIMERIE DES ÉCOLES, HENRI JOUVE
15, RUE RACINE, 15

1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

DE LA
NOBLESSE MATERNELLE
EN FRANCE
ET PARTICULIÈREMENT EN CHAMPAGNE

INTRODUCTION

La noblesse, d'après les opinions les plus vraisemblables, existait à Rome, ainsi qu'en Gaule et en Germanie ; et nous la voyons au moyen-âge et dans les temps modernes s'étendre à l'Europe tout entière, elle a joué dans l'histoire un rôle capital, et ne devait disparaître, au point de vue politique, qu'à la suite de la révolution de 1789. Pendant cette longue suite de siècles elle s'est transformée comme la société au milieu de laquelle elle a vécu, de telle sorte que l'on peut dire sans beaucoup d'exagération, que le mot seul réunit le noble du ^xe siècle à celui du XVIII. Aussi comprend-on qu'il soit fort difficile dans ces conditions de donner une définition de la

noblesse ; exacte à une certaine époque, cette définition ne l'était pas au siècle précédent, elle ne le sera plus au siècle suivant. Cujas au xvi^e siècle écrit : « *Non sunt justi milites, sive nobiles, nisi qui a principe vel duce vel comite vel marchione de feodo investiti sunt, si modo ei longam eorum seriem numerare possint, quæ feodum onusque militiæ adnexum in familia sua receperit ; ea est certissima nobilium definitio* (1) ». On voit par là que notre jurisconsulte ne reconnaît que la noblesse féodale, attachée à la terre, la possédant soit en suzeraineté, soit en vassalité, et pourtant, à l'époque où il écrivait ces lignes, la féodalité, qui avait fait la force du moyen-âge, allait bientôt perdre toute puissance politique, sa hiérarchie, qui voulait embrasser tous les individus ainsi que tous les biens, n'était déjà plus qu'une fiction ; la féodalité civile était en voie de formation.

Après lui les jurisconsultes se contentent de mentionner cette formule, et s'ils veulent en donner une nouvelle, ils ne s'attachent plus qu'aux qualités morales que les grands auraient dû posséder pour justifier les prérogatives dont ils jouissaient. De la Roque notamment nous dira (2) : « La noblesse est une qualité qui rend généreux celui qui la possède, et qui dispose secrètement l'âme à l'amour des choses honnêtes. » Et il justifiera la transmission héréditaire de cette vertu de la façon suivante : « Tout homme issu de grands et illustres person-
nages, ressent incessamment au fond de son cœur un

1. Cujacii Opera. *De Feudis*, lib. II, tit. 10, tome II, col. 1246.

2. De la Roque, préface.

« certain mouvement qui le pousse de les imiter. » Ces définitions ont beau avoir pour elles l'autorité de l'antiquité (1), il n'en est pas moins vrai qu'elles ne nous apprennent rien, parce qu'elles ne sont pas des définitions, et que, nous l'avons dit, définir exactement la noblesse est presque impossible. Le noble, est celui qui jouit de privilèges héréditaires, telle est la seule définition que l'on puisse donner; énoncer une formule plus précise c'est s'exposer à tomber dans la même erreur que Cujas.

Nos anciens auteurs ont surtout exercé leur esprit à classer d'après leur origine les différentes sortes de noblesse qu'ils avaient sous les yeux. Là, à côté des classifications les plus simples, nous en trouvons d'autres excessivement compliquées : de la Roque n'en compte pas moins de vingt espèces (2). Les auteurs modernes n'ont passui-

1. D'après Cicéron : « *Nobilitas nihil aliud est quam cognita virtus* » que de la Roque traduit : « La noblesse n'est autre chose qu'une vertu connue. » Or il est bien certain que si à l'époque de Cicéron on peut dire qu'il y avait à Rome une noblesse, elle ne portait pas ce nom. Ce ne sera qu'au Bas Empire que le mot « *nobilis* » s'appliquera aux personnages jouissant de certaines immunités.

2. Pothier, (*Des Personnes*, I t 1^{re} section 2) distingue deux sortes de noblesse : celle de race, et celle de concession.

Chérin, (*Abrégé chronologique* etc.) en compte 9 : 1^o la noblesse d'origine, 2^o la noblesse inféodée, 3^o la noblesse utérine ou coutumière, 4^o les anoblissements par lettres, 5^o la noblesse municipale ou de cloche, 6^o la noblesse archère, 7^o la noblesse des secrétaires du Roi, 8^o la noblesse comitive, 9^o la noblesse civile.

De la Roque (*Traité de la Noblesse*. Préface) donne la longue énumération suivante : 1^o la noblesse irréprochable ou immémoriale ;

vi cet exemple, et ne distinguent généralement guère plus de trois espèces de noblesse. M. Louandre donne la classification suivante : 1° La noblesse féodale ou terrienne ; 2° la noblesse acquise par l'exercice de certaines fonctions ; 3° la noblesse de collation (1). La division adoptée par notre auteur a le mérite, tout en restant simple, d'être fidèle à la vérité historique, et de comprendre en elle toutes les sources diverses qui ont donné naissance à la noblesse, telle qu'elle existait à la fin de l'ancien régime. A quoi bon, comme les auteurs que nous avons cités plus haut, distinguer les diverses fonctions qui anoblissaient leurs titulaires ; ne suffit-il pas d'indiquer que certaines avaient ce pouvoir, en en remettant à plus tard l'énumération ?

Mais si la classification de M. Louandre nous satisfait pleinement lorsqu'on envisage les origines diverses de la noblesse, nous voudrions pourtant en proposer une autre plus en rapport avec le travail que nous avons entrepris. Nous reprendrons pour nous la division de Pothier : noblesse de race, noblesse de concession, en lui donnant le sens suivant : — sont nobles de race tous ceux qui sont issus de parents nobles, soit qu'ils appartiennent à une antique famille féodale, soit que l'un quelconque de leurs ancê-

2° la militaire ; 3° l'accidentelle, civile, politique, ou palatine ; 4° la commensable ; 5° la libérale ; 6° la spirituelle, littéraire et des savants ; 7° la titrée ; 8° l'inféodée ; 9° la privilégiée ; 10° l'utérine ou coutumière ; 11° la verrière ; 12° l'archère ; 13° la vénale ; 14° la prononcée ; 15° la débarquée ; 16° l'empruntée ; 17° la greffée ; 18° la protégée ; 19° l'usurpée ; 20° l'officieuse.

1. Louandre, *La noblesse française sous l'ancienne monarchie*.

tres ait été anobli par l'accomplissement d'une fonction, ou par l'octroi de lettres, peu nous importe ; — seront alors nobles de concession ceux qui font entrer à perpétuité la noblesse dans leur famille, de quelque manière que ce soit. C'est qu'en effet il suffit que les parents soient nobles pour transmettre leur noblesse à leurs enfants ; quelle que soit l'origine de cette noblesse, le nom, les armes se perpétueront dans tous les cas de la même façon, et l'on en arrive au XVIII^e siècle à ne plus faire aucune différence entre les nobles d'origine et les descendants d'anoblis. Nous n'avons pas plus de raisons pour faire ici cette distinction.

Celui qui se recommande de la noblesse de sa mère pour prouver la sienne est évidemment un noble de race, qui pourra peut-être même compter parmi ses ancêtres des seigneurs féodaux ; or c'est cette noblesse qui fait l'objet de notre étude. Il nous faut donc examiner quelles sont les règles de la transmission héréditaire de la noblesse. Formulé ainsi notre sujet serait fort mal délimité, il comprendrait plusieurs questions fort importantes qu'il importe de dégager ; nous n'en voulons retenir qu'une, la transmission héréditaire de la qualité de noble indépendamment de tout accessoire : armes, titres, surnoms. Chacune de ces questions est assez vaste pour être l'objet d'une étude spéciale ; les réunir, ce serait faire un traité complet de la noblesse, ce serait recommencer l'œuvre d'un de la Roque. Puisqu'il fallait nous borner, nous nous sommes arrêté à l'étude qui pouvait nous donner des aperçus assez larges sur la condition des personnes sous l'ancienne monarchie, et nous pourrions énoncer ainsi

notre sujet : *De la filiation dans l'ancien droit, notamment en ce qui touche la transmission de la noblesse.* Nous serons en effet obligé d'examiner deux axiomes que nos anciens auteurs citaient couramment et réunissaient en un seul, d'une part : « La verge anoblit », — l'enfant né en mariage d'un homme noble et d'une franche femme non noble était noble, dans le cas contraire il était roturier. — D'autre part : « le ventre affranchit », — l'enfant né d'un serf et d'une femme franche suivait la condition de la mère, et naissait franc. Telles sont les règles que Loysel nous présente comme étant généralement suivies ; pourtant la première partie de notre axiome subissait quelques exceptions : en Champagne, Barrois et Artois, les coutumes rédigées nous montrent qu'il suffisait que l'un des deux époux, soit le père, soit la mère, fût noble pour que les enfants le fussent aussi.

D'où vient la règle, d'où vient l'exception ? Pourquoi certaines coutumes admettent-elles dans tout ce qu'elle peut avoir de profitable à l'enfant la règle. « Partus sequitur ventrem », tandis que les autres la limitent à l'affranchissement ? Il y a là, à notre avis, un mélange assez curieux des coutumes germaniques et du droit Romain ; c'est dans ce sens qu'il faut chercher la véritable solution de la question, sans s'arrêter aux fables rapportées par nos anciens jurisconsultes, ni aux hypothèses, ingénieuses il est vrai, émises par certains auteurs modernes.

De tout ce que nous venons de dire notre plan se dégage naturellement : après avoir rappelé les principes de la filiation en droit Romain et en droit Germanique, nous verrons le mélange des deux principes lors de la con-

quête franque, leur évolution à travers le moyen âge et l'époque féodale. Nous verrons comment ainsi on aboutit à la noblesse de mère, comment elle se développe pour disparaître presque entièrement au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle.

CHAPITRE I

ANCIEN DROIT

SECTION I. — *De la filiation en Droit Romain.*

§ 1. — Les règles de la filiation à l'origine de la société Romaine nous sont absolument inconnues, et nous ne pouvons sur cette question qu'émettre des suppositions. D'après certains auteurs il semble que chez toutes les nations de race Aryenne l'organisation de la famille ait subi la même évolution, partant de la notion très simple de la filiation maternelle, qui n'est que la constatation du fait matériel de la naissance, pour aboutir à la théorie beaucoup plus compliquée de la filiation paternelle dans le cas d'union régulière. Ce serait donc la règle « *Partus sequitur ventrem* » qui, seule, aurait existé à l'origine et fait entrer l'enfant dans la famille ; puis, peu à peu, à cette conception aurait succédé une autre idée qui se serait perpétuée à travers les siècles : le père est le chef de la famille, les enfants portent son nom et sont soumis à son autorité. C'est cette idée que le jurisconsulte Ulpien

exprimait ainsi : « *Conubio interveniente, liberi patrem sequuntur* » (1). C'est ce principe qui est devenu si puissant dans notre droit moderne qu'il sera souvent très difficile au mari de désavouer l'enfant né de sa femme : « *Pater is est quem nuptiæ demonstrant* ».

La théorie que nous venons d'exposer a trouvé des adversaires aussi convaincus que ses partisans et il ne nous convient pas de trancher le débat : ce système a le défaut en effet de reposer sur une hypothèse insuffisamment prouvée et de supposer à l'origine des sociétés une grossière promiscuité, un état social dont la forme organisée serait le matriarcat, tandis que ce que nous savons de positif sur les sociétés anciennes nous montre, au contraire, l'autorité toute puissante du père. Aussi n'avons-nous énoncé cette théorie que parce qu'elle explique d'une façon assez simple ce fait : l'importance de la filiation maternelle dans les mœurs anciennes, et sa persistance jusqu'à la dernière époque de notre ancien droit.

La loi des XII Tables, tout au moins dans les fragments qui nous sont parvenus, ne pose aucune règle à ce sujet ; pourtant nous savons qu'à cette époque déjà, la famille Romaine était organisée comme elle le sera plus tard, et que l'on peut lui appliquer les règles énoncées par les jurisconsultes classiques. Bien plus même qu'à l'époque classique, le *pater-familias* est le chef incontesté de la famille, il est à la fois juge et prêtre : il a droit de vie et de mort sur sa femme dans certains cas, et sur ses enfants qu'il peut vendre jusqu'à trois fois ; seul il connaît le culte

1. Ulpien. Règle V. § 8.

dû aux ancêtres, et seul il a le pouvoir d'en accomplir les cérémonies. Dans la famille ainsi organisée la filiation paternelle devait être seule considérée, car, reconnaître et donner quelque valeur à la filiation maternelle, eut été une grave atteinte aux droits absolus du *pater-familias*, et en effet, les textes dans ce sens sont nombreux et formels qui tous répètent la règle d'Ulpien : « Au cas de *conubium* les enfants suivent la condition du père ».

Il semble donc que dans ces conditions la règle « *Partus sequitur ventrem* » aurait dû disparaître de fort bonne heure de la législation Romaine, et pourtant il n'en fut rien, car son champ d'application était encore si vaste qu'elle pouvait être considérée comme la règle et non l'exception. Les lois Romaines nous indiquent quatre sortes de mariages : les *justæ nuptiæ* le *concubinatus*, le mariage du droit des gens, et le *contubernium* ; dans le premier cas les enfants suivront la condition du père, dans tous les autres cas ils suivront la condition de la mère sans pouvoir participer aux avantages que la situation du père aurait pu leur procurer (1). Ces conclusions rigoureuses découlaient naturellement des principes : la loi civile tout en reconnaissant plusieurs unions régulières, préfère pourtant l'une d'elles, les *justæ nuptiæ*, que seuls les citoyens romains peuvent contracter, que l'on n'étend que par une faveur exceptionnelle à certains pérégrins en leur accordant le *jus conubii*. Tous les effets d'une union légitime sont réservés à ce mariage, et notamment celui que nous venons d'indiquer; les enfants qui en naissent ont seuls un

1. Accarias. *Précis de droit Romain*. T. I. p. 255.

père légitime ; — les autres sont ce que nous appelons aujourd'hui des enfants naturels, nés d'un concubinat ils sont *liberi naturales*, nés d'une union passagère ce seront des *spurii*, ou *vulgo concepti* (1). Il en était de même pour les unions entre esclaves, entre esclaves et affranchis, puisque l'esclave ne jouissait d'aucun droit civil (2) ; la règle *Partus sequitur ventrem* était appliquée dans toute sa rigueur : l'enfant appartenait au maître de la femme, comme le croît des animaux au propriétaire de la femelle ; les Institutes réunissent l'un et l'autre sous la même disposition, et n'établissent guère de différence (3).

La législation de l'époque classique s'adoucit cependant en accordant à l'enfant une condition meilleure que celle que le droit strict lui donnait. La raison veut que pour déterminer la condition de l'enfant, si on le rattache au père, on considère la condition de ce dernier au moment de la conception ; tandis que si on le rattache à la mère, c'est l'époque de la naissance qu'il faudra envisager. Or, dans ce dernier cas, il pouvait arriver que la

1. Instit. L. I. t. 1. Pr.

2. Ulpien. *Reg.* t. V § 9.

3. Instit. L. II. t. 1^{er} § 37. « Itaque agni et hædi et vituli et equi
« statim naturali fure dominii sunt fructuarii. *Partus vero ancillae*
« *in fructu non est, itaque ad dominum proprietatis pertinet* ;
« absurdum enim videbatur hominum in fructu esse, cum omnes
« fructus rerum natura hominum gratia comparavit. » Le sentiment de la dignité humaine, si faible soit-il à Rome lorsqu'il s'agit d'un esclave, a pourtant empêché le législateur d'assimiler entièrement les enfants d'une esclave aux petits des animaux domestiques, il les distingue en ce qui concerne l'usufruit.

femme eût été libre à un moment quelconque de sa grossesse, et fût redevenue esclave à l'époque de la naissance de son enfant, celui-ci serait donc né esclave. Mais Justinien, généralisant une décision d'espèce donnée par l'empereur Adrien, déclare qu'il suffit que la femme ait été libre à un moment quelconque de sa grossesse pour que l'enfant naisse libre (1).

Nous pouvons, avec Celsus, résumer en ces quelques mots les principes généraux qui régissent toute cette matière : « *Quum legitimæ nuptiæ factæ sint patrem liberi sequuntur, vulgo quæsitus matrem sequitur* (2) ». Nous avons jusqu'à présent signalé comme générale la première partie de cette règle, pourtant il faut remarquer que pendant longtemps, même en légitime mariage, les enfants n'avaient, au moment de leur naissance, d'autre filiation que la filiation maternelle ; après l'accouchement l'enfant était présenté au mari qui pouvait l'accepter, le reconnaître comme son fils (*tollere, suscipere*), ou bien au contraire le repousser du sein de sa famille : ce n'était pas le mariage qui l'avait rendu père, ce n'était pas même la nature, mais sa seule volonté. A l'époque classique cette coutume était tombée en désuétude, et les textes des jurisconsultes ont bien toute la portée qu'ils leur ont donnée, ils seront applicables dans tous les cas où l'on voudra connaître le statut personnel d'un individu, ils viennent de nous indiquer dans quelle famille il entrait, ils nous montreront aussi de quel municipe il fait partie, dans quel ordre il doit compter.

1. D. L. 1. t. 5 § 18. Institut. L 1. t. IV Pr.

2. D. L. 1, t. 5, fr. 49.

§ II. — Lorsque le peuple Romain eut conquis le monde méditerranéen, il eut sous sa domination des pays riches et puissants, des villes populeuses ; il importait de ne pas trop exaspérer le sentiment national de ces populations, aussi leur laissa-t-il leur religion propre, leur organisation particulière pour leur faire paraître plus doux le joug Romain ; plus tard une partie de l'empire fut divisée en *municipes*. De là, la nécessité de règles indiquant de quel municipe devait faire partie l'enfant de citoyens de villes différentes. Le plus souvent il suivra la nationalité du père s'il est né d'une union légitime, s'il a « *justum patrem* » (1), dans le cas contraire il suivra celle de la mère.

Pourtant nous avons une remarque assez curieuse à faire, remarque d'autant plus importante que nous ne ferons guère que trouver plus tard dans notre droit coutumier l'application d'un principe identique : certaines provinces et certaines villes avaient obtenu comme privilège que les enfants nés de femmes de ces pays suivraient toujours la nationalité de la mère, quelle que fût l'origine du père ; en un mot qu'on appliquerait toujours la règle : « *Partus sequitur ventrem* ». C'est ce que nous dit Ulpien dans un fragment de son commentaire sur l'édit, fragment conservé au Digeste : « Celui qui est né de deux parents Campaniens, est Campanien. De même, si son père est Campanien et sa mère originaire de Pouzzoles, il sera également Campanien ; à moins qu'en vertu

1. D. L. 50, t. 1^{er}, fr. 9 (Neratius). Ejus qui justum patrem non habet, prima origo a matre, eoque die, quo ex ea editus est, nume rari debet.

de quelque privilège il conserve la nationalité de sa mère, auquel cas il fera partie du municpe maternel (1). » Cela se produisait notamment pour les habitants d'Ilium, de Delphes, et du Pont. Le jurisconsulte Romain y voit un privilège qui aurait été accordé à certaines contrées, mais n'est-ce pas plutôt l'indice de mœurs anciennes que les vainqueurs n'ont fait que respecter ? La filiation dans ces pays devait se prouver par le fait matériel de la naissance, et la descendance maternelle compter seule, la race paternelle n'étant qu'accessoire ; ces faits serviraient à expliquer certains passages d'auteurs anciens qui, pour leurs personnages, nous indiquent qui fut leur mère, et non qui fut leur père.

§ III. — Les premiers documents que nous possédons sur l'histoire de Rome nous montrent le peuple Romain divisé en deux classes nettement séparées l'une de l'autre : d'une part les patriciens, de l'autre les plébéiens. A côté d'eux nous trouvons les affranchis et les esclaves ; mais ces derniers ne forment pas, à proprement parler, des classes distinctes des précédentes, puisqu'ils faisaient partie de la *familia* de leur maître ou de leur patron. De nombreux ouvrages ont été écrits sur l'origine de cette divi-

1. D. L. 50, t. 1^{er}, fr 1^o § 2 : Qui ex duobus igitur Campanis parentibus natus est, Campanus est. Sed si ex patre Campano, matre Puteolona, æque municeps Campanus est ; *nisi forte privilegio aliquo materna origo censeatur : tunc enim maternæ originis erit municeps* : ut puta Iliensibus concessum est, ut qui matre Iliensi est, fit eorum municeps. Etiam Delphis hoc idem tributum conservatum est. Celsus etiam refert Ponticis ex beneficio Pompei magni competere, ut qui Pontica matre natus esset, Ponticus esset.

sion du peuple Romain, des polémiques très savantes ont été engagées à ce sujet, il ne nous appartient pas de les discuter ; qu'il nous suffise de constater un fait : l'existence du patriciat et de la plèbe.¹

Les patriciens formaient une classe étroitement fermée, puisque le mariage était interdit entre eux et les plébéiens ; privilégiée, puisque seuls ils jouissaient du *jus civile*, étaient seuls aptes à remplir les magistratures, à devenir pontifes. Tous ces privilèges en faisaient un ordre supérieur, plus puissant que ne le fut jamais celui de la noblesse dans l'Europe du Moyen-âge. Les patriciens furent toujours peu nombreux et après avoir dû souffrir la création de magistratures plébéiennes, ils durent admettre quelques siècles après, sous l'Empire, l'introduction dans leurs rangs de latins et même de provinciaux. Dès lors l'aristocratie romaine change d'aspect, et devient presque une noblesse au sens moderne du mot. Le patriciat sous les Antonins n'existe plus que de nom ; l'empereur au gré de son caprice crée des sénateurs décorés du titre de *clarissimi*, la même expression s'applique aux Consuls, et à de nombreux magistrats.

Y eut-il pour cette classe privilégiée des règles spéciales concernant la filiation ? Non, surtout dans la première époque du droit romain. Et en effet, le citoyen romain c'est presque exclusivement le patricien : les grandes magistratures lui sont réservées, il dispose avec l'appui de ses clients et, grâce à la répartition par curie, du sort des élections ; c'est lui qui a fait le droit civil pour son usage personnel, il le désigne du reste sous le nom de *jus quiritium*, et seul il est *quirite*. Toutes les règles que nous

avons énoncées plus haut s'appliqueront donc ici : naîtra patricien l'enfant ayant un père patricien et une mère patricienne unis par de justes noces. Nous dirions aujourd'hui qu'il était patricien tant du côté paternel, que du côté maternel ; il faut remarquer qu'il ne pouvait pas en être autrement puisque le mariage n'était permis qu'entre patriciens : entre patriciens et plébéiens il ne pouvait y avoir que concubinat.

Mais alors une question se pose et les textes sont impuissants pour la résoudre : quelle était la condition d'un enfant *vulgo conceptus* né d'une femme patricienne ? Dans l'absence de textes nous devons conclure avec les principes que l'enfant suivait la condition de sa mère, et qu'il entraînait dans la famille de celle-ci ; mais nous ne devons pas oublier qu'à cette époque la puissance du *pater-familias* était presque illimitée et qu'il devait en user pour repousser loin de lui cet enfant né d'un *stuprum*. Plus tard nous trouverons une constitution de Constantin (1) accordant à cet enfant la simple liberté, (*nuda libertas*), mais lui refusant toutes les dignités de sa mère. Cependant cette décision ne nous paraît pas résoudre la question que nous venons de poser, car elle envisage le cas de commerce illicite entre une femme libre et un esclave, et nullement le cas d'une union passagère entre deux per-

1. C. L. IX. t. 11. *Con. unique* : Si qua cum servo suo occulte rem habere detegitur, capitali sententiam subjugetur : tradendo ignibus verberone... Filii etiam quos ex hac conjunctione habuerit, exuti omnibus dignitatis insignibus, in nuda maneant libertate neque per se, neque per interpositam personam, quolibet titulo voluntatis accepturi aliquid ex facultatibus mulieris...

sonnes libres. Il semble, dans cette constitution de Constantin, que c'est parce que le père est esclave que l'enfant sera écarté des dignités de sa mère, et par argument *a contrario* on doit pouvoir conclure qu'en tout autre cas il n'en serait plus de même. Par conséquent, l'enfant né d'un homme libre et d'une femme patricienne serait lui-même patricien ; nous allons du reste rencontrer d'autres textes de l'époque impériale régissant l'ordre sénatorial et qui semblent donner la même solution.

Lorsque le patriciat eut disparu, la première classe dans l'Empire fut celle des sénateurs, des consuls et des tribuns qui tous avaient droit au nom *d'illustres* ou de *clarissimi*. Les sénateurs, ainsi que les autres magistrats, étaient nommés par l'Empereur : leur nombre était illimité, ces nominations étaient parfois la récompense des services rendus ; le plus souvent elles étaient dues à la faveur, et ces nouveaux sénateurs étaient dispensés de résider à Rome (1). Ils étaient de riches propriétaires, de grands personnages des provinces, et bientôt l'ordre sénatorial comprendra toute cette catégorie de personnes. Cette sorte de noblesse jouit de nombreux privilèges qui la distinguent du reste de la nation : seule elle a le droit de porter la toge bordée du *laticlave*, ses membres ont certains droits de préséance, ils sont soumis à une juridiction spéciale (2), ils

1. D. L. I. t. 9. fr. 11. Sénatores licet in Urbe domicilium habere videantur, tamen et ibi, unde oriendi sunt, habere domicilium intelliguntur, quia dignitas domicilii adjectionem potius dedisse quam permutasse videtur.

2. C. L. III t. 24 a pour titre : Ubi senatores vel clarissimi civiliter vel criminaliter conveniantur.

néficient d'un grand nombre d'immunités pécuniaires (1); enfin ils jouissent du plus important de tous les privilèges, de celui qui crée véritablement une classe à part dans l'Etat : la transmission héréditaire du titre d'homme sénatorial. En droit cette transmission est limitée à trois générations, en fait elle est perpétuelle ; l'Empereur nomme toujours le fils à la place que le père occupait.

Un titre tout entier est consacré au Digeste aux sénateurs, et cependant il ne donne qu'une faible partie de toutes les constitutions, de toutes les décisions dont cette matière a été l'objet ; il faut se reporter en outre aux différents titres traitant des diverses magistratures de l'Empire tant au Digeste qu'au Code de Justinien et au Code Théodosien. Le titre du Digeste « *de Senatoribus* » (2) nous indique les règles de la transmission par le père aux enfants de la dignité sénatoriale. Ulpien décide qu'il faut compter parmi les enfants d'un sénateur, et comme personne sénatoriale, non seulement ses enfants naturels, mais encore ses enfants adoptifs et tous ceux qui en sont nés (3). De cette formule générale nous pouvons tirer les conséquences suivantes : le fils d'un sénateur, (la décision doit être la même pour tout personnage *illustre*) engendre toujours un enfant du même rang que lui

1. Voir notamment : C. Theod. L. XIII, XIV, XV.

2. D. L. I, t. 9.

3. D. L. I, t. 9, fr. 10. Liberas senatorum accipere debemus non tantum senatorum filios, verum omnes qui geniti ex ipsis ex ve liberis eorum dicantur ; sive naturales, sive adoptivi sint liberi senatorum, ex quibus nati dicuntur. Sed si ex filia senatoris natus sit, spectare debemus patris ejus conditionem.

même, si toutefois, il a contracté de justes noces, et ce, quel que soit le rang de son épouse. — Quant à l'enfant né de la fille d'un sénateur, le texte précité nous dit *in fine* qu'il faut considérer la condition du père.

Que signifie exactement ce texte, comment le concilier avec la généralité des termes de la phrase précédente ? Si cette fille de sénateur est légitimement unie à une personne d'un ordre inférieur, elle perdra son rang, ses dignités, la pureté de sa race, dit même une constitution⁽¹⁾ et du reste les enfants, nous le savons, suivent en cas de mariage la condition du père. Si dans la pensée de l'auteur notre texte envisage ce cas d'une union régulière entre les parents, il est inutile. A l'époque d'Ulpien le *conubium* était depuis longtemps possible entre sénateurs et plébéiens, il suffisait d'être citoyen Romain ; — certains pérégrins jouissaient même du *jus conubii* sans être citoyen, — or il est bien certain qu'alors la règle « *Partus sequitur patrem* » devra toujours s'appliquer. La femme, par le mariage, prend le rang de son mari, qu'il soit d'un rang supérieur ou d'un rang inférieur ; son origine ne peut donc plus avoir aucune influence sur le rang que pourront avoir les enfants. Notre jurisconsulte envisage-t-il ici le cas d'un mariage *sine manu* la femme restant sous la puissance de son *pater-familias* ? Mais le mariage *sine manu* n'a jamais eu pour résultat de faire entrer les enfants dans la famille de leur mère, et de les retirer ainsi de celle de leur père : le seul effet de ce mariage était de ne pas donner à la femme le rang de *filia familias* dans la famille du mari. Là encore la règle « *Partus sequitur*

1. C. L. XII, t. 1^{er}, C^{on} 1^{re}.

patrem » devait s'appliquer naturellement. — D'autre part si l'on considère qu'il s'agit d'un enfant né hors mariage, quelle portée notre texte pourra-t-il avoir ? La connaissance que l'on peut avoir du père n'a aucune valeur légale ; l'enfant *vulgo conceptus* suivra la condition de sa mère, et si celle-ci est d'ordre sénatorial, l'enfant, à notre avis, devra jouir des mêmes avantages. Toutefois il conviendrait d'excepter le cas où le père serait un esclave ; nous avons vu plus haut que dans ce cas l'enfant n'aurait que la « *nuda libertas* » (1). C'est donc ainsi qu'il nous semble que l'on doive expliquer la fin de ce passage d'Ulpien : pour les enfants nés de la fille d'un sénateur hors mariage il faut examiner si le père est lui-même d'ordre sénatorial, libre ou esclave ; dans les deux premiers cas l'enfant suivra la condition de la mère, dans le dernier il ne jouira que de la simple liberté.

§ IV. — Quelles conclusions allons-nous tirer de ce rapide aperçu de la législation romaine ? Nous avons vu que la règle la plus ancienne paraissait être la règle « *Partus sequitur ventrem* », que même selon certains auteurs à l'origine de toutes les législations, elle dut être la seule appliquée, et qu'il en aurait été de même à Rome. Puis, lorsque le mariage fut puissamment organisé, serait apparue la règle rivale « *Partus sequitur patrem* » ; la filiation maternelle est reléguée au second plan et n'a plus de pouvoir que hors de justes noces. Mais, même ainsi restreint le champ d'application de ce principe dut, pendant longtemps encore, être fort vaste,

1. C. L. IX, t. 41, Voir *supra*.

par suite de cette règle qu'il n'y a qu'au cas de justes noces que l'enfant suit la condition du père. Plus on avance, plus encore cette règle perd de terrain, le mariage est permis entre patriciens et plébéiens, le *jus conubii* est accordé à certaines villes, enfin il est étendu à tout l'Empire le jour où tous ses habitants sont citoyens Romains : la règle « *Partus sequitur ventrem* » n'est plus appliquée, en général, qu'au cas de *stuprum* et pour les unions d'esclaves.

L'autre principe au contraire : l'enfant suit la condition du père, embrasse tout l'ensemble du droit public et privé. C'est par application de cette règle que l'enfant sera patricien ou plébéien; patricien, qu'il fera partie de telle ou telle *familia*, qu'il en aura le culte, qu'il pourra faire porter devant lui les jours de fêtes les images de ses ancêtres. Plus tard, lorsque le patriciat n'existera plus, qu'il sera remplacé par la classe des patrices, on continuera à appliquer la même règle : l'enfant succèdera aux dignités de son père, le plus souvent même il le remplacera dans les fonctions ou les magistratures qu'il occupait. Nous avons vu plus haut que ces dignitaires du Bas Empire formaient presque une véritable noblesse, et nous ajouterons que l'on peut dire que cette noblesse se transmettait par les mâles.

SECTION II. — *De la filiation en Gaule et en Germanie.*

Lorsque les Germains firent la conquête de la Gaule, celle-ci était depuis plusieurs siècles sous la dépendance

de Rome dont elle avait adopté les mœurs, la religion et les lois ; les anciennes coutumes Gauloises étaient complètement disparues, et elles ne devaient avoir aucune influence sur la législation du moyen-âge. Pourtant on a vu parfois des coutumes qui paraissent incompréhensibles, qui sont en complet désaccord avec une législation tout entière, parce qu'elles se sont transmises à travers les siècles malgré une loi écrite puissante et respectée ; aussi est-il bon, pour ne négliger aucune indice de ce genre, de jeter un coup d'œil sur ce que pouvait être la famille Gauloise à l'époque de la conquête Romaine.

§ I. — Les seuls documents que nous possédons sur cette époque nous sont fournis par Jules César dans ses *Commentaires* (1) ; malheureusement s'il nous parle assez longuement de la vie publique de ses adversaires, des dissensions intestines qui lui donnèrent la victoire, de la rapidité avec laquelle ils prenaient les armes pour les déposer bientôt après, de la facilité avec laquelle ils concluaient une ligue et la rompaient, il ne nous donne que des aperçus tout à fait insuffisants sur ce que pouvait être leur droit privé. Il est vrai que ce droit n'était pas écrit, les Druides qui en étaient les dépositaires s'en transmettaient les préceptes de vive voix, eux seuls le connaissaient ; César n'a pu que noter les faits extérieurs qui l'ont frappé.

D'après son témoignage la famille devait être puissamment organisée, à peu près comme elle l'était à Rome à l'époque de la Loi des XII Tables : tous les individus la

1. César. *De bello Gallico*, passim. V. notamment : L. VI. §§ 11 à 20.

composant étaient soumis à l'autorité d'un *pater-familias* qui avait droit de vie et de mort sur sa femme et sur ses enfants (1); ceux-ci, du moins tant qu'ils étaient en bas âge, ne comptaient pas plus que les animaux domestiques et les esclaves, il leur était interdit de paraître en public devant leur père (2). Quant à la femme elle était continuellement tenue en suspicion : à la mort du mari, on se livrait le plus souvent à une enquête pour savoir si son épouse n'était pas coupable de ce décès (3). Ces mœurs suffisent à nous montrer qu'il n'y a pas de place dans une telle société pour la règle « *Partus sequitur ventrem* » : plus l'autorité du père est forte, plus on attache d'importance à la filiation paternelle, plus elle est facile à prouver.

Nous avons vu que cette organisation familiale n'avait pas ôté à Rome toute application à la filiation maternelle et nous en avons montré les raisons. En fut-il de même en Gaule ? C'est ce que nous ignorons complètement, César ne nous parlant pas des conditions requises pour contracter mariage, ni des formes du mariage. Tout ce qu'il nous en dit, c'est qu'il existe, quant aux biens une

1. César. *Loc. cit.* VI. § 19 : Viri in uxores, sicut in liberos, vitæ necis que habent potestatem.

2. *Eod.* § 18 : In reliquis vitæ institutis hoc fere ab reliquis differunt, quod suos liberos nisi quum adolverint, ut manus militiæ sustinere possint, palam ad se adire patiuntur ; filium que puerili ætate in publico in conspectu patris assistere, turpe ducunt.

2. *Eod.* § 19 : Quum pater familiæ, illustriori loco natus, decessit, ejus propinqui conveniunt, et de morte si res in suspicionem venit de uxoribus in servilem modum quæstionem habent, et si comper-tum est, igni atque omnibus tormentis excruciatas interficiunt.

sorte de communauté entre les deux époux (1) : « Les hommes mettent en communauté, avec la somme d'argent qu'ils reçoivent de leurs femmes à titre de dot, une somme égale à cette dot. L'estimation en est faite. On dresse de part et d'autre un état de ce capital et on réserve les intérêts, celui des deux époux qui survit a la part de l'un et de l'autre, avec les intérêts accumulés » (2). Ce passage tendrait à prouver que la femme était presque considérée comme l'égale de l'homme, mais cette assertion est aussitôt contredite par cette phrase qui vient immédiatement après : « Les hommes ont droit de vie et de mort sur leurs femmes et leurs enfants ».

D'autre part, César nous apprend qu'il y avait dans la Gaule plusieurs classes de personnes : les Druides, les Chevaliers (*equites*) et le peuple, dont la condition ne différait guère de celle des esclaves (3). La famille, telle que César nous l'a montrée, association entre les époux quant aux biens, pouvoir absolu du père sur les personnes, était-elle organisée de même dans le bas peuple, ou

1. *Eod.*, § 19 : Viri quantas pecunias ab uxoribus dotis nomine acceperunt, tantas ex suis bonis, æstimatione facta, cum dotibus communicant. Hujus omnis pecuniæ conjunctim ratio habetur, fructus que servantur : uter eorum vita superarit, ad eum pars utriusque cum fructibus superiorum temporum pervenit.

2. *Traduction Artaud* (collection Panekoucke).

3. César. *Loc. cit.*, § 13. In omni Gallia eorum hominum, qui aliqui sunt numero atque honore genera sunt duo : nam plebis pæne servorum habetur loco, quæ nihil audet per se nullo adhibetur consilio... Sed de his duobus generibus alterum est Druidum, alterum Equitum.

n'en était-il ainsi que dans la classe des « *Equites* » ? C'est une question que l'on ne saurait résoudre. D'après les données actuelles de la science, il semble bien que la règle « l'enfant suit la condition du père » était la seule en vigueur dans les Gaules à l'époque de la conquête, du moins parmi les chevaliers, les « Nobles » comme les appelle parfois le général Romain. On voit d'après ces quelques notions que les lois du vainqueur devaient facilement être acceptées par le vaincu, remplacer ses coutumes nationales dont elles différaient surtout en ce qu'elles étaient plus précises ; c'est ce qui explique la facile absorption de l'ancien élément gaulois par l'élément nouveau, et la naissance du Gallo-Romain que les Germains devaient rencontrer en passant le Rhin.

§ II. — Les Germains furent, longtemps avant les invasions, en relations avec l'empire Romain, et si nous voulons étudier leurs mœurs et leurs coutumes, c'est dans les auteurs latins qu'il faudra puiser. Tacite a écrit tout un ouvrage sur la Germanie et ses renseignements sont d'un précieux secours pour l'historien ; malheureusement le jurisconsulte y trouvera peu de chose, et il lui faudra le plus souvent employer la voie périlleuse des inductions. Les lois barbares qui nous sont parvenues, nous montrent déjà les Germains installés dans l'ancien Empire Romain, en contact avec la législation impériale qui apporte certaines modifications importantes aux coutumes primitives, nous devons donc demander quelles étaient ces dernières aux auteurs latins contemporains.

La famille Germanique, à l'époque de Tacite, semble être moins puissamment organisée que la famille Gauloise

ou la famille Romaine primitive, et pourtant telle qu'on peut se la figurer elle est ordinairement plus en rapport avec nos idées modernes. La femme y paraît être véritablement la compagne de l'homme, elle s'occupe des travaux de l'intérieur (1), elle prend parfois part aux affaires publiques, elle accompagne le guerrier à la guerre, excite son courage pendant le combat, et s'il le faut elle arrache les armes des mains des pusillanimes pour leur apprendre à s'en servir (2). L'homme n'a pas comme chez les Gaulois, droit de vie et de mort sur sa femme et sur ses enfants ; il lui est même défendu d'abandonner les derniers nés au moment de leur naissance (3), ce qui était une pratique courante dans l'antiquité même à Rome à l'époque de Tacite. Dans un seul cas celui d'adultère, le mari peut exercer des rigueurs sur sa femme : les cheveux coupés, nous dit Tacite, nue, en présence des parents, la coupable est chassée de la maison par son mari qui la conduit à travers la bourgade en la frappant de verges (4).

Ce qui contribue encore à faire de la femme l'égale de l'homme c'est que les Germains pratiquaient le plus communément la monogamie ; or, il est bien certain que la femme n'a jamais une aussi grande place dans la société que lorsqu'elle est l'épouse unique et la mère de tous les enfants. Pourtant quelques Germains « non point par

1. Tacite. *Germania*, § 25.

2. *Eod.* §§ 7 et 8,

3. *Eod.* § 19 in fine.

4. Tacite. *Loc. cit.*, § 19. Accisis crinibus, nudatam, coram propinquis expellit domo maritus, ac per omnium vicum verberare agit.

« incontinence, mais pour augmenter leur noblesse for-
« ment plusieurs alliances (1). »

Il résulte de cette remarque de Tacite que la famille en Germanie présentait plusieurs aspects opposés selon que l'on envisageait la maison d'un homme puissant, d'un chef, ou simplement celle d'un homme libre. Dans ce dernier cas, c'est, nous le répétons, presque l'image de la famille moderne : la femme s'associe aux travaux et aux périls de son mari, elle doit souffrir et oser autant que lui, et elle vivra alors environnée et protégée par la vertu ; n'est-ce pas là l'idéal de l'épouse telle que nous la concevons ? Mais nous avons bien peur que l'historien ne se soit laissé emporter par son ardent désir d'établir un frappant contraste entre cette société barbare et la société Romaine de son temps dont il voulait flétrir les excès ; ce brillant tableau dut exister beaucoup plus dans l'imagination de notre auteur que dans la réalité. Sur quel principe reposait l'organisation de la famille germanique ? Il n'y en avait aucun, puisque, selon leur noblesse ou leurs intérêts les Germains pouvaient prendre une ou plusieurs épouses. Remarquons que ces nobles Germains n'avaient pas une épouse et des concubines, ce qui laisse encore subsister quelque unité dans la famille, mais bien qu'ils ont contracté plusieurs mariages (*plurimæ nuptiæ*), nous voilà loin de la magnifique conception de tout à l'heure !

1. *Eod.* § 18. Prope soli barbarorum singulis uxoribus contenti sunt, exceptis admodum paucis, qui non libidine, sed ob nobilitatem, plurimis nuptiis ambiuntur.

D'un côté la famille a donc atteint tout son perfectionnement, de l'autre règne le désordre le plus complet. Quelles règles au milieu de cette confusion durent régir la filiation ? L'enfant entre-t-il dans la famille d'abord, dans la société ensuite, par son père ou par sa mère ? Il semble que le principe de la filiation maternelle devait avoir, à l'époque de Tacite, une grande puissance sur les esprits ; et si l'on ne peut affirmer qu'il régissait dans tous les cas les rapports de l'enfant et de ses parents, on est du moins certain qu'il en existait des traces profondes dans les mœurs. C'est ainsi que notre auteur nous apprend que les fils des sœurs sont aussi chers à leur oncle qu'à leur propre père, qu'on considère même ce lien du sang comme plus sacré et plus ferme que l'autre, comme inspirant des sentiments plus durables aux membres de la famille dont le cercle s'élargit ainsi. Pourtant cette préférence, si le renseignement de Tacite est exact, paraît avoir été toute de sentiment. Au point de vue successoral il n'en était plus de même, les biens passaient aux enfants, puis à leur défaut aux oncles paternels, enfin aux oncles maternels (1).

Tels sont sur cette époque les renseignements, que faute d'autres documents, nous devons tenir pour la vérité historique ; ils sont bien incomplets et le plus souvent

1. Tacite. *Loc. cit.*, § 20. Sororum filiis idem apud avunculum, qui apud patrem honor. Quidam sanctiorem arctiorem que hunc nexum sanguinis arbitrantur, et in accipiendis obsidibus magis exigunt, tantumquam ii et animum firmitus et domum latius teneant. Heredes tamen successores sui cuique liberi et nullum testamentum ; si liberi non sunt proximus gradus in possessione fratres, patrem, avunculi.

même contradictoires. L'enseignement qui semble devoir s'en dégager est avant tout celui-ci : la famille germanique, répétons-le, n'est pas organisée : « elle semble avoir « conservé plus d'une trace des temps préhistoriques », dit M. Glasson (1). Nous sommes entièrement de son avis, et comme les siècles préhistoriques la société germanique nous montre les antithèses les plus frappantes : l'égalité des personnes en principe, une noblesse héréditaire de fait (2), la moralité la plus pure à côté des plus grossières débauches (3), la famille la plus unie à côté de la

1. Glasson. *Histoire du Droit et des Institutions de la France*. T. II, p. 42 : La famille germanique semble avoir conservé plus d'une trace des temps préhistoriques. On ne peut pas affirmer qu'elle reposait encore au temps de Tacite sur la filiation maternelle ; mais il est hors de doute que certaines préférences accordées à cette époque à la parenté par les femmes tiennent à ce que dans les temps primitifs, la filiation maternelle l'emportait sur la filiation paternelle.

2. Il est évident que lorsque nous signalons l'inégalité de conditions existant entre les Germains, nous ne voulons pas parler de l'esclavage qui régnait chez eux comme chez tous les peuples de l'antiquité, mais de l'existence d'une sorte de noblesse héréditaire. Tous les germains ingénus peuvent acquérir cette noblesse par leur courage et leurs hauts faits, *duces ex virtute sumunt* (Tacite-Germ., § 7), mais à côté d'eux nous trouvons ceux qui naissent nobles et qui seront *duces* sans l'avoir mérité, parce que leur naissance les désigne, ou les exploits de leur père : *Insignis nobilitas, aut magna patrum merita, principis dignationem etiam adolescentulis adsignant* (Eod., § 13).

3. Les Germains que Tacite se plaît à parer de toutes les vertus, s'adonnaient fréquemment à l'ivrognerie et à la paresse (Eod., §§ 15, 17 et 18). L'oisiveté des chefs était du reste entretenue par les dons de bétail et d'armes que leur faisaient les cités. Ils avaient en outre

polygamie la plus primitive. Tout cela explique pourquoi le vieux principe de la filiation maternelle a pu se conserver dans les mœurs aussi longtemps, pourquoi Tacite le constate à une époque où il était presque abandonné de tout le monde civilisé.

§ III. — Ces quelques développements sur des époques peu connues, la Gaule avant la conquête, la Germanie avant les invasions, étaient indispensables pour poser nettement le point de départ de la question : Quel fut le champ d'application de cette règle que nous retrouverons pendant toute la durée de notre ancien droit « *Partus sequitur ventrem* » dont les coutumes féodales firent presque partout « *Le ventre affranchit* », qu'à alors côté quelques pays ajouteront « *Le ventre anoblit*. » Résumons donc toute cette période qui précède le moyen-âge : à Rome et dans les Gaules, peut-être avant, certainement après la conquête, la filiation paternelle est de beaucoup la plus puissante ; la filiation maternelle ne s'applique plus que pour les unions entre ou avec des esclaves, et probablement aussi, mais sous certaines conditions, en cas de *stuprum*. En Germanie il est assez difficile d'émettre des règles précises, néanmoins si la règle « *L'enfant suit le père* » tendait à prédominer, rien ne prouve que la règle considérée comme plus ancienne « *L'enfant suit la mère* » ait été complètement bannie. Nous avons vu au contraire qu'elle avait laissé des traces profondes dans les mœurs, et nous croyons presque pou-

la passion du jeu, et jouaient même leur liberté sur un coup de dés (*Eod.*, § 25).

voir dire que les deux principes étaient concurremment appliqués (1).

1. Nous n'avons pas essayé de discuter l'existence ou la non-existence de la noblesse dans les Gaules et en Germanie ; ce fait est sans influence sur la question qui nous occupe, les règles de la filiation ne différant probablement pas selon la classe de l'individu. Nous avons admis l'existence pour cette contrée d'une sorte de noblesse en nous référant à l'autorité des auteurs latins qui nous montrent des classes privilégiées dans ces deux pays. Mais on a fait observer que dans César le mot *nobiles* est synonyme d'*equites* ; d'autre part, M. Glasson a soutenu (*Op. cit.*, t. II, p. 33) que la noblesse ne se distinguait pas en Germanie de l'ingénuité. Qu'il nous soit permis pourtant de faire remarquer qu'en Germanie certains adolescents étaient *chefs* par le fait même de leur naissance, ce qui constitue un des plus grands avantages de la noblesse ; qu'en Gaule les *equites* paraissent avoir eu des avantages semblables.

CHAPITRE II

ÉPOQUE BARBARE ET FÉODALE.

SECTION I. — *Du principe de la filiation maternelle dans les lois Barbares.*

Lorsque l'Empire Romain ne fut plus en état de contenir les barbares qui se pressaient sur ses frontières, l'invasion commença sur tous les points du territoire, elle devait assez facilement avoir raison de ce grand corps désorganisé, et les vainqueurs trouvèrent le moyende se tailler dans cet immense empire des royaumes étendus, et d'y fonder des monarchies durables. La Gaule qui avait eu grand'peine à tenir en respect les bandes Germaniques devait être la première attaquée, et elle fut bientôt entièrement soumise. Les Wisigoths au Sud, les Burgondes à l'Est, les Francs au Nord se partagèrent son territoire et devinrent des nations puissantes et indépendantes. De très bonne heure les rois barbares songèrent à organiser leurs conquêtes, et ainsi que les empereurs Romains, ils édictèrent des lois, ils publièrent des Codes. Mais une

assez grande difficulté se présenta à ces législateurs : leurs sujets étaient de nationalités diverses, issus de deux races dont les mœurs étaient entièrement opposées et qu'il fallait gouverner différemment. La race des vaincus, des Gallo-Romains, était en possession d'une législation fort savante, mais fort compliquée ; jamais on ne serait parvenu à la faire comprendre aux Barbares, de même qu'on n'eût pu faire accepter les coutumes incertaines de ces derniers par les hommes d'origine latine. Au lieu d'employer la force pour obliger le vaincu à subir la loi du vainqueur, les rois Barbares laissèrent ce soin au temps, et se contentèrent d'édicter deux lois parallèles, l'une la *Lex Romana* pour les Gallo-Romains, l'autre la *Lex* pour les Barbares, comme ils s'appellent eux-mêmes.

§ I. — Nous ne dirons rien des différentes lois Romaines des Barbares ; ce ne sont que des compilations, maladroites le plus souvent, de la législation impériale, elles ne font que répéter les principes que nous connaissons déjà, et ne nous révéleraient aucun fait intéressant. Avant d'abandonner complètement les institutions Romaines nous voudrions insister un peu sur la hiérarchie très compliquée des fonctionnaires qui gouvernaient l'Empire au moment des invasions, et sur la politique des rois Barbares à l'égard des vaincus.

Les quelques magistrats qui gouvernaient la République Romaine au temps de Jules César, avaient bientôt paru insuffisants aux Empereurs, et en effet ils l'étaient réellement ; il importait que les provinces eussent à leur tête un chef vigilant, capable de faire sentir chaque jour son autorité sur tous les points du territoire qui lui était

soumis. Mais on tomba rapidement dans de regrettables excès. Dioclétien organisa une hiérarchie telle entre tous les habitants de l'Empire que l'on peut dire que tous étaient fonctionnaires. Les différents corps de métiers étaient gouvernés par des règles fixes ne permettant pas à l'artisan de changer de profession, obligeant le fils à exercer le métier de son père ; les nombreux officiers civils, militaires, employés du fisc étaient soigneusement classés et catalogués ; en un mot, jamais, même à notre époque, la centralisation ne fut poussée plus loin. Pour s'en convaincre il suffit de parcourir la *Notitia Dignitatum* (1), rédigée vers l'an 400 de notre ère ; on y verra le nombre incalculable de fonctionnaires attachés à la personne du prince, ou chargés par lui de tirer des provinces tout l'or qu'elles pouvaient fournir.

Lorsque les Barbares entrèrent en Gaule ils rencontrèrent toute cette armée de fonctionnaires, et laissèrent ces derniers remplir pour eux, nouveaux venus, les charges qu'ils exerçaient jadis. Ces Gallo-Romains conservèrent même les nombreux privilèges dont ils jouissaient sous la domination Romaine, et formèrent ainsi une classe distincte dans les nouveaux royaumes, bien au-dessus de la plèbe attachée à la terre, bien au-dessus des artisans, (*des humiliores*). Etaient-ils sur un pied d'égalité avec les conquérants ? Il nous le semble : les deux peuples vivent côte à côte de leur vie propre, gouvernés par leurs lois particulières sous la tutelle nominale de Rome, la

1. E. Böcking. *Notitia dignitatum et administrationem omnium tam civilium quam militarium in partibus Orientis et Occidentis...*

fusion ne se fera que peu à peu sous l'influence du temps.

§ II. — L'étude de Tacite nous a enseigné qu'il existait en Germanie une classe privilégiée qu'il appelle *noblesse*, et que cette noblesse se transmettait même héréditairement ; mais nous avons vu d'autre part que tout homme libre pouvait avoir accès dans cette classe s'il s'était distingué par les services qu'il avait rendus à sa tribu. Aucune règle spéciale pour l'acquisition de ces honneurs, c'était une noblesse de fait, bien plus qu'une noblesse légale : la voix populaire tirait de son obscurité le guerrier courageux, ou la faveur de son chef en faisait un grand personnage. Ces mœurs persistent lorsque les Germains s'établissent en Gaule, et comme ils sont peu nombreux au milieu d'une population assez dense, chacun d'eux est connu, chacun d'eux a de brillants faits d'armes à raconter : ce qui aurait pu les distinguer en Germanie ne suffit plus ici, ils sont tous nobles, c'est-à-dire qu'aucun ne l'est.

Cette conclusion est juste en soi, à condition toutefois, nous semble-t-il, de mettre à part les personnages qui entourent le roi, de quelque nom qu'on les appelle, *Leudes* ou *Antrustions*, ceux-ci deviendront les fonctionnaires de la monarchie franque concurremment avec les Gallo-Romains : mais ils resteront plus spécialement attachés à la personne du roi, et formeront en grande partie les grands dignitaires de ces monarchies naissantes. On comprend facilement que pour cette catégorie d'individus la règle romaine de la filiation paternelle ait prévalu : un homme peut seul assumer une grande responsabilité, me-

ner à bien une tâche ingrate, d'où l'exclusion des femmes et la transmission des titres de mâle en mâle. Comme le titre est attaché à la fonction, la femme n'a aucun droit à s'en parer, et ses enfants ne pourront le revendiquer comme leur venant du chef de leur mère. La nécessité avait fait adopter aux Barbares dans ce cas la règle « *Partus sequitur patrem* » et renier leur préférence pour la filiation maternelle.

Mais à côté de cette classe supérieure on trouve la masse des guerriers, où l'ingénuité, par les phénomènes très simples que nous indiquons quelques lignes plus haut, ne se distingue pas de la noblesse (1) : l'ingénu, c'est celui qui porte les armes, celui qui, pour récompense de son courage, a reçu, à défaut d'une dignité auprès du roi, une terre pour lui et sa famille (2) et c'est pour lui surtout que la « Loi » a été écrite.

Or, un rapide examen de ces textes nous montre deux choses ; la première, c'est que jamais à aucun moment, la femme n'a été exclue complètement de la succession aux immeubles ; si ce n'est pourtant en ce qui concerne la *terra aviatica*, et encore trouve-t-on une loi, celle des Wisigoths (3), où les immeubles, quelle que soit leur origine, se partagent également entre tous les enfants, gar-

1. P. Viollet. *Les Etablissements de Saint-Louis*. T. II. p. 173 note 1. M. Viollet constate la confusion de la noblesse et de l'ingénuité, sans expliquer comment ce phénomène a pu se produire. De même M. Esmein, *Histoire du Droit Français*, p. 86.

2. J. M. Lehuërou. *Histoire des Institutions carlovingiennes* p. 450

3. L. des Wisigoths. L. IV, t. 2.

çons ou filles. La seconde constatation que nous pouvons faire est la persistance dans ces lois de l'influence de la filiation maternelle indiquée jadis par Tacite. Certains textes (1) réglant l'ordre successoral appellent, soit la mère, soit les tantes, et omettent le père ou les oncles ; Montesquieu (2) avait rapproché ces textes des passages de Tacite que nous avons signalés. Mais il y a évidemment là une confusion dans l'esprit de notre auteur ; ce fait ne pourrait qu'indiquer une préférence pour le sexe, et non pour l'origine maternelle. Pardessus l'éminent éditeur de la loi salique nous indique une particularité dans les manuscrits de la *Lex emendata*, qui prouve plus sûrement que les observations de Montesquieu, la persistance de la filiation maternelle chez les Barbares.

« La *Lex emendata*, dit notre auteur, met les *sorores*
« *patris* en ordre de préférence aux *sorores matris*. Tous
« les autres textes au contraire appellent d'abord *sorores*
« *matris* et si hæ non exstiterint. *sorores patris*. Il est

1. L. des Burgondes, t. 14, § 1 et 2, L. Salique (Ed. Pardessus).
Tit. 62, § 3.

2. Montesquieu. *De l'esprit des Lois*. L, XVII, ch. 22. Dans les deux premières lignes de succession, les avantages des mâles et des femelles étaient les mêmes, dans le troisième et le quatrième, les femmes avaient la préférence, et les mâles l'avaient dans le cinquième. Je trouve les semences de ses bizarreries dans Tacite...C'est pour cela que nos premiers historiens nous parlent tant de l'amour des Rois de France pour leur sœur, et pour les enfants de leur sœur. Que si les enfants des sœurs étaient regardés dans la maison comme les enfants mêmes, il était naturel que les enfants regardassent leur tante comme leur propre mère.

« impossible de croire que ces textes contiennent une
« faute, ce serait plutôt dans la *Lex emendata*, dont toutes
« les copies sont des reproductions textuelles l'une de
« l'autre, et même, car aucun fait ne doit être négligé,
« le manuscrit 4632 quoique donnant un texte de la *Lex*
« *emendata*, porte l'ancienne leçon qui place les tantes
« maternelles avant les tantes paternelles. Il est encore
« bon de dire que dans un autre endroit le titre du *Rei-*
« *pus*, la *Lex emendata* a laissé subsister l'ancien usage
« de donner la préférence aux enfants des sœurs sur les
« enfants des frères. Mais je n'ai garde d'en conclure que
« le texte de la *Lex emendata* doive être rectifié. Je crois
« plutôt qu'il constate un changement de législation. Ce
« serait peut-être relativement à cet ancien usage d'ap-
« peler les oncles et tantes maternels, avant les oncles et
« tantes parternels qu'on pourrait recourir à l'explication
« qu'a donnée Montesquieu. » (1).

SECTION II. — *Les règles de la filiation et la noblesse
maternelle d'après les premiers coutumiers.*

La dernière rédaction la loi salique est attribuée à Charlemagne, et son étude nous a conduit au seuil de la féodalité. C'est une société nouvelle qui se forme, vraiment originale, puissamment organisée, régie par des règles nouvelles qui n'étaient qu'un germe dans l'ordre social qui a précédé; ces règles gouvernent les biens et les

1. Pardessus, *Loi salique*, p. 704

personnes, soumettant les uns aux autres ; aussi devons-nous examiner la formation et la transmission de la propriété féodale, et les combiner avec les règles de la filiation.

§ I. — Pendant la deuxième moitié du ix^e siècle et la première du x^e, la féodalité s'organise peu à peu ; à cette époque et pendant tout le siècle suivant, les seigneurs féodaux ne songent pas à poser des règles, à promulguer un code, et lorsqu'ils en sentiront la nécessité c'est que le régime commencera à perdre sa pureté primitive, c'est qu'il sera attaqué. Ce qu'il y a de plus curieux, c'est que c'est précisément alors que la féodalité fut le plus puissante, du x^e au xii^e siècle, qu'elle fut le plus accessible. Toutes les terres doivent faire partie à un titre quelconque de la hiérarchie : après avoir emprunté leur qualité de la personne de leur propriétaire, nous voyons le propriétaire emprunter sa qualité de sa terre, jusqu'au jour où les deux hiérarchies seront distinctes.

L'individu devra faire partie d'une des classes sociales suivantes : il sera guerrier, clerc, artisan ou laboureur, le laboureur se confond avec le serf, l'artisan souvent aussi, le clerc forme un ordre distinct, le guerrier, c'est l'homme ingénu qui pourra prétendre à tout. A la suite du roi ou de ses grands officiers il recevra en dons terres et châteaux, il sera susceptible d'être armé chevalier.

Car c'est là ce qu'il faut bien remarquer, le guerrier ingénu qui recommande sa terre à un plus puissant, devenant possesseur de fief, entre dans la hiérarchie féodale. Acquiert-il de ce fait la noblesse ? Certes, plus tard sa descendance sera considérée comme noble, mais à l'ori-

gine nul n'aura jamais songé à lui donner ce titre. Les biens qu'il possède seront départis à sa mort, les lois barbares nous l'ont montré, entre tous ses enfants mâles ou femelles indistinctement dans certaines contrées ; dans quelques-unes seulement une portion déterminée sera dévolue exclusivement aux mâles. La fille héritera assez souvent pour sa part des immeubles, de ce fait elle sera tenue aux mêmes services que son père, ses enfants auront les mêmes devoirs et comme plus tard ces services seront généralement dûs par des nobles, les personnes qui les devront recevront la même qualité. Nous avons vu dans les pages qui précèdent, que si bien souvent la loi barbare excluait les femmes et leur préférait les mâles, celles-là n'en pouvaient pas moins acquérir assez souvent des fiefs ; le phénomène que nous venons d'indiquer devait donc se produire fréquemment, et rien ne devait en empêcher la réalisation, puisque cela s'accordait avec l'antique amour de la race pour les sœurs et leurs enfants.

Nous voudrions nous étendre un peu sur l'opinion que nous venons d'avancer car elle n'est généralement pas admise. Le fief est né de causes diverses parmi lesquelles on peut citer le bénéfice, et la recommandation ; il est assez difficile de déterminer quelles règles ont régi ces deux sortes de tenures, il est du reste impossible de poser des principes généraux pour cette époque tourmentée du commencement du moyen-âge. Pourtant il semble bien que lorsqu'il s'agissait d'un bénéfice on prévoyait à qui il devait être transmis à la mort du bénéficiaire, ou s'il ferait retour au concédant qui pourrait en

disposer à nouveau ; très souvent ce fief était transmissible héréditairement aux mâles qui seuls étaient capables d'en assurer les services, à l'exclusion des femmes. Mais à côté de ces bénéfices se trouvaient les fiefs formés par la recommandation, et dans les formules de recommandation (1), nous ne voyons nullement que ces biens échappent au droit commun des successions. Ils se transmettent donc selon les lois en vigueur : ces lois nous le savons permettent le partage entre les enfants, elles admettent les femmes à la succession des immeubles, notamment des acquêts.

L'opinion la plus ordinaire consiste à dire que les femmes furent au début exclues des fiefs, mais que bientôt dans certains pays, en France notamment, elles y furent admises. Sur quoi se base-t-on pour soutenir cette théorie ? Sur les chartes de concessions de bénéfices qui sont parvenues jusqu'à nous ; mais nous avons vu que si l'on doit admettre cette conclusion pour le fief né du bénéfice, il n'en est plus de même pour le fief né de la recommandation, ou du moins nous n'avons trouvé dans ce dernier cas aucun signe de cette exclusion. Du reste, même pour les fiefs de bénéfice, l'exclusion des femmes ne dura pas longtemps : Glanville (2) nous montre le droit pour les femmes d'acquérir les fiefs comme une institution bien établie et que l'on ne saurait mettre en doute. M. Glanville, qui pourtant soutient la thèse commune, nous dit qu'au moment de la conquête de l'Angleterre par les Nor-

1. De Rozière. *Recueil de formules*.

2. Glanville. Liv. IX. Chap. 1. § 1^{er}.

mands (1066) l'hérédité des fiefs était consacrée depuis longtemps (1) Ailleurs après avoir montré comment peu à peu dans les chartes de concessions on avait négligé de prévoir la transmission héréditaire, en s'en remettant aux règles ordinaires, M. Glasson dit : « Ce régime ordinaire des successions féodales s'inspira tout naturellement des vieilles coutumes germaniques dans la mesure où elles étaient favorables au développement de la société nouvelle. C'est ainsi que la préférence au profit des mâles vis-à-vis des femmes après s'être sans cesse développée dans les coutumes de l'époque franque passa très facilement dans le droit féodal (2) ».

Nous dirons aussi, avec notre éminent professeur, qu'en l'absence de règles spéciales, les fiefs devaient se transmettre d'après les règles établies par les lois barbares. Mais nous croyons que si l'on excepte la *terra aviatica*, les propres, la préférence pour les mâles n'était pas aussi nettement marquée qu'on le dit ordinairement et qu'il devait en être de même au début de l'époque féodale.

Ce n'est pas exclusivement le raisonnement qui nous a conduit à cette théorie, nous pouvons citer des femmes possesseurs de fiefs à une époque où on leur refuse généralement ce droit. Pendant la seconde moitié du ix^e siècle la féodalité est en voie de formation, au xi^e siècle elle est puissamment organisée, et dans le courant de ce même

1. Glasson. *Histoire du droit et des institutions d'Angleterre*, t. II, p. 190

2. Eod. *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. VII, p. 431.

siècle on voit des femmes posséder des fiefs : l'incapacité de la femme sur ce point n'aurait donc duré que pendant le x^e siècle. Laissons de côté le droit féodal étranger qui n'étant pas issu directement des mêmes sources que le nôtre ne fournirait pas là preuve que nous cherchons : pourtant les expressions que l'on trouve çà et là dans les *Libri Feudorum* seraient une bien forte présomption en notre faveur (1) Nous voulons simplement citer deux faits qui prouvent à notre avis qu'il serait facile de relier le droit aux fiefs des femmes du xi^e siècle au droit successoral qu'elles avaient chez les Barbares sur les immeubles. Au commencement du x^e siècle, en 923, le Comté de Troyes passe de Robert de France à son gendre Herbert II, Comte de Vermandois, (2) ou plus exactement la femme de Herbert II hérite du Comté de Troyes, et c'est ainsi qu'il fut possédé par la maison de Vermandois, c'est la fille de Robert qui continue à être comtesse de Troyes, son mari n'en est possesseur qu'à cause d'elle.

1. *Libri Feudorum*. Lib. II. Tit. XXVI, § 4. Mulier habens feudum. Au même livre, le titre XXX est intitulé : De Feudo feminae. Au L. I. t. I, est rapportée une constitution de Conrad II datée de 1037, et qui paraît bien exprimer le droit commun pour la Lombardie à cette époque. On y lit § 3 : Hoc autem notandum est quod licet filia, ut masculi, patribus succédant : legibus tamen a successione feudi removentur, similiter et earum filii, nisi specialiter dictum fuerit ut ad eas pertineat. Si ce texte ne prouve pas que les femmes héritent habituellement des fiefs, il montre du moins, qu'elles n'en sont pas toujours exclues, et que dans certains cas elles sont admises à cette succession.

2. H. d'Arbois de Jubainville. *Histoire des Ducs et des Comtes de Champagne*. T. I. p. 75.

Dans les mêmes contrées nous trouvons un fait analogue vers la fin du x^e siècle pour le comté, de Bar-sur-Seine : deux femmes que l'on croit être les deux sœurs Ervise et Azéka possédaient le comté de Bar, elles épousent les deux frères dans les dernières années du x^e siècle, Renaud, Comte de Tonnerre et Milon III. Par suite de cette alliance ce fief passe dans la maison de Tonnerre ; mais ici encore les Comtes de Tonnerre ne sont seigneurs de Bar qu'à cause de leurs femmes, et chaque fois que l'on trouve un acte relatif au Comté de Bar, la femme agit seule, son mari n'est pas même nommé (1).

On nous reprochera peut-être d'avoir pris nos exemples dans la même province, la Champagne, dans cette province où s'est précisément conservée et perpétuée la noblesse maternelle, mais cette critique ne saurait porter que sur un seul des deux faits la transmission du comté de Troyes, Bar-sur-Seine n'ayant fait partie de la Champagne qu'à une époque fort récente, ayant suivi la coutume de Bourgogne, et même joui d'usages particuliers. Nous croyons donc avoir fait suffisamment cette preuve, à savoir : que jamais, dans certaines contrées tout au moins (2), les femmes ne furent privées de l'acquisition

1. « *Ego Azeka* notu fieri cupio, tam præsentibus quam futuris quoniam bina molendina super fluvium Sequanæ, in comitatus latiscensi, apud Barrum extructa, dedi fratris S. Michaëlis archangeli Tornodoro, cum manentibus pro remedio... » (*Cartulaire de St Michel de Tonnerre*. A. 33. 63).

2. M. Esmien est encore plus affirmatif que nous, il dit : « Cependant en France on ne voit pas que la coutume l'ait (la femme) jamais exclue de la succession féodale. » (*Op. cit.* p. 240).

des fiefs par l'hérédité ; que si cette croyance a pris naissance cela vient d'une confusion entre les fiefs de recommandation et les bénéfices : que ceux-ci étaient soumis à des règles spéciales prévues par la charte de constitution, et que ces contrats particuliers ne sauraient être érigés en lois ; que s'il est vrai que ces actes ont servi à établir la coutume on admet très bien qu'ils n'aient pas prévalu dans toutes les contrées sur la loi même, et nous verrons qu'une grande partie de la France coutumière y échappa ; qu'enfin les enfants des femmes possesseurs de fiefs étaient devenus nobles par suite de leur possession.

§ II. — Les premiers coutumiers, postérieurs à l'époque de formation que nous venons d'examiner, nous montrent la société féodale divisée en trois classes nobles, roturiers et serfs. Mais cette division est très confuse encore ; la terminologie de nos anciens juriconsultes n'est pas nettement établie, aussi les règles qui se dégagent des anciens coutumiers paraissent-elles souvent contradictoires, l'institution de la chevalerie vient encore embrouiller la question.

Prenons Beaumanoir comme guide au milieu de tout ce dédale ; voici ce que nous y lisons : « On doit savoir que trois estas sunt entre les gens du siècle : li uns de gentillece, li autres de cix qui sunt franc naturellement, si comme cil qui sunt de frances meres ; et ceste francise ont tuit cil que poent et doivent estre apelé gentil home. Mais tuit li franc ne sunt pas gentil home, ançois a grant diference entre les gentix homes et les autres fraus homes de poeste ; car on apele cex qui sunt estrait de

franque lignié, si comme de rois, de dus, de contes ou de chevaliers, *gentix* ; et ceste gentillece si est tozjors raportée de par les peres et non de par les meres, et il apert ; car nus, combien qu'il soit gentix hons de par le mere, ne pot estre chevaliers se li rois ne li fet especial grâce. Mais autrement est de le francise des homes de poeste, car ce qu'ils ont de francise lor vient de par lor meres. Et quiconques naist de france mere, il est frans, et ont france poeste de fere ce qu'il lor plest, excepté les vilains cas et meffes qui sunt déffendu entre les Crestiens, por le commun porfit (1) ».

Et ailleurs : « Voirs est que servitude vient de par les meres, car tout li enfant que cele porte qui est serve, sont serf, tout soit ce que li peres soit frans hons ; nis se li peres estoit chevaliers et il espousoit une serve, si seroient tuit li enfant serf qu'il aroit de li, et seroient li enfant debouté de gentillece à ce qu'il ne porroient estre chevalier ; car il ne loist pas que sers soit chevaliers, tout soit-il ainsi que le gentillece, par lequele on puist estre chevaliers, doie venir de par le pere ; car c'est coustume el roiaume de France que cil qui sont gentil home de par le pere, tout soit lor mere vilaine, poent estre chevalier, ce excepté qu'ele ne soit serve, car adont ne le porroient-il estre, si comme il est dit dessus. Et quant la mere est gentil feme, et li peres ne l'est pas, li enfant ne poent estre chevalier. Ne porquant, li enfant ne perdent pas l'estat de gentillece du tout, ainçois sont démené comme gentil home du fet de lor cors, et poent bien tenir fief, lequel coze li

1. Beaumanoir (*Ed. Beugnot*), Ch. 45, § 30.

vilain ne poent pas tenir. Et en cel cas pot en veir que entiere gentillece vient de par les peres tant solement, et le servitude vient de par les meres qui sont serves. Et encore apert-il porce que quant il avient que hons est sers, et il prent une feme franque, tuit li enfans sunt franc. Et par ce pot on veoir ce qui est dit dessus (1). »

Selon Beaumanoir il faut donc distinguer, pour appliquer les règles de la filiation, s'il s'agit de nobles, de roturiers francs ou de serfs. Au cas de noblesse il faut examiner la qualité de chacun des époux. Si les deux parents sont gentilles personnes, l'enfant sera naturellement gentilhomme, si le mari seul a cette qualité il faudra considérer la condition de la femme : si la femme est franche les enfants seront nobles, ils suivront la condition du père ; si la femme est serve les enfants seront serfs, on appliquera la règle *Partus sequitur ventrem*. Cette règle que nous trouvons dans Beaumanoir n'est pas absolue, l'enfant né d'un gentilhomme et d'une serve, pouvait, d'après un passage du Grand Coutumier, en renonçant à la succession de sa mère acquérir la noblesse et s'affranchir de la servitude (2).

On n'a pas assez fait attention à cette dernière disposition dont nous trouvons une application dans l'Ancien coutumier de Champagne et de Brie ; il importe pourtant de rapprocher ces deux textes qui s'expliquent et se com-

1. *Eod.* ch. 45 § 15.

2. Grand Coutumier de France (*Ed. Laboulaye et Dareste*). L. II, ch. 44. Si les hoirs qui de eulx seront procréés renoncent à la succession de leur mère, ils seront nobles ; et s'ils l'aprehendent, ils seront non nobles et serfs.

plètent l'un par l'autre. Jusqu'à présent nous avons vu le cas où le mari étant noble, la femme ne l'était pas ; supposons inversement que la femme soit noble, et le mari roturier ou serf. D'après Beaumanoir l'enfant n'aura pas ce que l'on pourrait appeler la pleine noblesse, mais il ne perdra pas *l'état de gentillèce*, malgré la roture de son père, il pourra toujours posséder des fiefs. Si le mari est serf, que devons-nous conclure, l'enfant sera-t-il noble comme sa mère, ou serf comme son père ? Si nous raisonnons par analogie avec les textes que nous venons de citer, nous devons dire : les textes ont assimilé le cas où la mère est noble et le père roturier à celui où le père est noble et la mère roturière ; de même il faudra assimiler le cas où la mère est noble et le père serf, à celui où le père est noble et la mère serve. L'enfant dans ce dernier cas devra être serf non pas en vertu de la règle « *Parters sequitur ventrem* », mais en vertu de cette autre. « L'enfant suit la pire condition ». Mais il faudra de même admettre que si l'enfant renonce à la succession de son père, il pourra conserver la noblesse de sa mère. La rigueur du raisonnement conduit à cette solution, et nous avons un texte formel pour en prouver la justesse : l'ancien coutumier de Champagne et de Brie décide en effet que l'enfant né d'une noble et d'un serf sera serf à moins qu'il ne renonce à la succession de son père, auquel cas il sera noble (1). D'après ces deux dé-

1. Nous appelons « Ancien coutumier de Champagne et de Brie », le recueil de sentences que l'on a très longtemps désigné sous le nom de « Coutume du Roi Thibaut » ; ce recueil est l'œuvre d'un praticien et date de la fin du XIII^e siècle ou des premières années du

cisions l'abandon de la succession du côté serf, paraît avoir pour effet une sorte de réhabilitation du défunt qui est dorénavant considéré comme ayant été franc, et ce sont les règles admises au cas de roture franche de l'un des époux que l'on applique : si le père est noble et la femme serve, l'enfant aura la pleine noblesse, si la femme est noble et le père serf l'enfant jouira de la simple gentillesse. La comparaison entre les écrits de Baumanoir et le coutumier Champenois, paraît conduire à cette conclusion qu'il existait deux sortes de noblesses maternelles, l'une noblesse atténuée en Bauvoisis, l'autre pleine noblesse en Champagne, mais à notre avis la noblesse utérine primitive de Champagne est la même que celle de

xiv°. Nous lisons *art. VI* : « Encore uise len en Champaigne, que se
« noble femme home de pote a mari, li sires de qui elle tient de fie
« ne le prent a home se il ne vult. Et se la damoiselle a hoirs après
« son decez, ils sont déshéritez, et li sires prend tout le fie en son
« demaine : pour ce que li enfens suyent la pieur condition. Et
« convient que il soient taillables, et de mainmorte, se leur père
« en estoit ; ou il convient qu'ils quicent toute la descendue de leur
« père. Ainsi use len, et en a len usé. C'est assavoir, de damoiselle
« Biaultrix de Poissons, devers Jainville, qui print un vilain de la
« terre de Vaucouleur, de qui Mess. de Jainville ot toute la reme-
« nance. Item Erars de Tinville ot la remenance de Corpie qui ot
« une damoiselle de Doulancourt, qui estoit suers Oudinot. Et lor
« offrait li sires de Jainville, et lidiz Erars, a faire droit à la cous-
« tume de Champaigne, et il ne l'osèrent actendre et furent déhéritez ».
Les mots *home de pote*, *vilain* que l'on trouve dars ce texte désignent évidemment des serfs, ou des hommes dont la condition s'en rapprochait fort, puisque d'après notre coutumier ils étaient *taillables et de main morte*.

Bauvoisis et ce n'est que plus tard, lorsque le souvenir de cette noblesse atténuée fut perdu, que les nobles de mère Champenois réclamèrent la pleine noblesse.

Du reste cette noblesse donnera à l'enfant tous les avantages de la noblesse de parage, notamment il pourra posséder des fiefs, tous nos anciens coutumiers sont dans ce sens ; ses biens nobles seront ordinairement partagés noblement entre ses héritiers. La seule déchéance que cet enfant peut encourir, c'est de ne pouvoir être fait chevalier ; mais s'il en est ainsi au ^{xiii}^e siècle, il devait certainement en être autrement à l'origine de la féodalité et même jusqu'au ^{xii}^e siècle. A cette époque, aucune condition autre que la franchise, n'est requise pour être armé chevalier (1), la chevalerie est une distinction honorifique, une récompense donnée au guerrier indépendamment de sa naissance. Elle conserve ce caractère jusqu'au milieu du ^{xvi}^e siècle, et jusqu'à cette époque nous voyons ces deux qualités noblesse, chevalerie, absolument indépendantes l'une de l'autre ; la noblesse s'acquiert par la naissance, la chevalerie par l'accomplissement de durs travaux : « Nul ne naît chevalier » (2). François I^{er} armé par Bayard sur le champ de bataille, c'est un des derniers souvenirs de mœurs déjà lointaines et sur le point de disparaître.

1. Talbert. *Le livre des manières par Etienne de Fougères. évêque de Rennes*, 1168-1178. Paris 1877, p. 24 :

Franc hom de franche mère nez
S'a chevalier est ordenez,
Peiner se deit, s'il est senez
Qu'il ne soit vil, ne degenez...

2. Loisel. L. I, règle 15,

A partir du ^{xiii}^e siècle, l'institution se détourne un peu de sa voie primitive : elle reste toujours séparée de la noblesse, mais désormais il faudra être noble pour être fait chevalier, la franchise est insuffisante. C'est, qu'en effet, les castes accentuent leurs caractères particuliers ; les seigneurs féodaux possesseurs de la terre détiennent la plus grande partie des richesses, ils veulent aussi se réserver toute la puissance en empêchant l'intrusion dans leurs rangs de tout élément étranger. Faciliter à des descendants de roturiers leur entrée dans la chevalerie, c'est leur permettre d'acquérir plus facilement des fiefs, c'est pour les nobles perdre une partie de leur pouvoir. C'est pour cela que l'on restreint aux gentilshommes, et aux gentilshommes de parage seuls, le droit à la chevalerie ; dans certaines contrées, ces principes étaient même rigoureusement appliqués : le gentilhomme de par sa mère qui usurpait la chevalerie voyait « ses esperons transchier sus un fumier (1). » Ces précautions pouvaient aussi avoir été rendues nécessaires par des abus qui avaient pu être assez nombreux, et dont Beaumanoir nous cite un curieux exemple (2). De ces quelques considérations, il résulte que la chevalerie est régie par des lois bien spéciales, que cette institution est sans influence sur la question qui nous occupe, et que nous n'avons été amené à cette digression que pour montrer comment les règles particulières de la che-

1. Etablissement de Saint-Louis (*Ed. Viollet*). L. I. Ch, 134.

2. Beaumanoir (*Ed. Beugnot*). Ch. 35, § 26, nous montre trois chevaliers qui ayant besoin d'un quatrième témoin, aussi chevalier, pour un procès, arment la première personne qu'ils rencontrent « uns hons de poeste qui aloit en se besongne. »

valerie venaient inutilement compliquer dans nos anciens coutumiers les règles de la condition des personnes.

Au-dessous des nobles, la société féodale nous présente les roturiers : nous avons vu en étudiant la transmission de la noblesse tout ce qui pouvait présenter quelque difficulté dans la condition des roturiers franchises personnes : pour les autres, les hommes de « poeste » non francs si voisins de la servitude, nous les rencontrerons en étudiant la condition des serfs au moyen-âge.

L'esclavage persiste en Europe jusqu'au x^e siècle, et ne disparaît que pour faire place au servage. Sous les législations barbares la condition des esclaves fut très dure, ses lois ne connurent pas les adoucissements que Rome avait apportés peu à peu sur ce point à la rigueur de ses principes. On devenait esclave de diverses manières, et notamment on naissait esclave : tandis que dans le dernier état du droit Romain on avait restreint considérablement les cas dans lesquels l'enfant était esclave par le simple fait de sa naissance, jusqu'à admettre comme axiôme que « l'enfant suit la meilleure condition », les lois barbares donnent naissance au principe contraire « l'enfant suit la pire condition. » Le mariage, dans les diverses lois barbares, est interdit entre ingénus et esclaves ; si un homme libre s'unit à une esclave ou réciproquement, l'époux qui était ingénu perd la liberté et est réduit en esclavage, par suite les enfants naissent esclaves (1).

1. *Loi Salique* : Tit. XIV, §§ 7 et 11. Tit. XXVII, § 3.

Lci des Ripuaires. Tit. 58, § 15. Si autem Ripuarius ancillam Ripuarii in matrimonium acciperit, ipse cum ea in servitio perseve-

Ce sont ces règles qui nous paraissent être l'origine des principes si rigoureux du moyen-âge pour les enfants. Est-il bien exact de dire que l'enfant suit la pire condition dans le droit barbare? Il ne le semble pas. Que dans la suite on ait été conduit à formuler cette règle sans se rendre compte du but poursuivi par les barbares : éviter les unions avec les esclaves, rien n'est plus naturel ; mais il n'en est pas moins vrai que cet axiome n'est écrit dans aucun texte germanique, et cette remarque servira à nous expliquer certains textes coutumiers, à nous indiquer dans quels cas il faut condamner l'enfant en vertu de cette loi.

Peu à peu le servage se substitue à l'esclavage, principalement sous l'influence de l'Eglise qui encourage et favorise les affranchissements en masse ; pendant quelque temps ces deux modes de servitude durent exister concurremment, et comme la condition des uns différait bien peu de celle des autres on fut conduit à appliquer les mêmes règles. C'est ainsi que la plus grande partie des serfs sont attachés au fonds qu'ils exploitent sans le posséder en réalité ; qu'ils sont taillables à merci, main mortables, soumis au droit de formariage ; si tous les serfs n'étaient pas dans une aussi pénible condition, il y en avait pourtant un très grand nombre, surtout au début des affranchissements. Dans ces conditions les raisons qui avaient conduit à interdire le mariage entre ingénus et esclaves, ou du moins à frapper d'une peine sévère, la

ret. *Eod.*, § 16. Similiter et si Ripuaria hoc fecerit ipsa et generatio ejus in servitio perseverent,

perte de la liberté, le contrevenant, ces raisons existaient encore pour l'entraver entre serfs et francs et Glanville nous dira que sont serfs de naissance (*nativi a prima nativitate*) ceux qui sont nés de parents serfs et qu'il faut dire de même si un seul des parents est serf (1). Cette coutume rapportée par le jurisconsulte Normand n'est que la reproduction des anciennes lois barbares qui se sont conservées dans quelques provinces telles que la Bourgogne, la Champagne, le Nivernais ; dans la plupart des provinces on admet de très bonne heure le principe de Beaumanoir que « servitude vient de par les mères » ou encore que « le ventre affranchit ». Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur les provinces de main-morte (2) ; nous aurons occasion de traiter cette question en examinant les coutumes rédigées, et nous verrons si l'on doit établir une relation entre ces conditions de servitude et la noblesse maternelle.

§ III. — Nous voici enfin parvenu au terme de notre étude sur toute cette période qui comprend la formation de la féodalité et la féodalité elle-même ; nous avons essayé de dégager les principes au milieu de toute cette confusion, nous voudrions maintenant en tirer quelques conclusions.

Quels enseignements nous donneront les lois barbares ? Ces codes nous ont été précieux car ils nous ont montré jusqu'à la fin du ix^e siècle la persistance chez ces peuples d'origine germanique du sentiment de préférence

1. Glanville. (*Edition Houard*). L. V, ch. 6.

2. Voir : P^t. Bouhier, Guy Coquille.

que leurs ancêtres avaient pour la descendance féminine ; il nous ont encore montré que les femmes pouvaient facilement hériter de fiefs et les transmettre à leurs enfants. Nous pensons en effet que tant que les lois barbares furent en vigueur il ne pouvait en être autrement, et, que ces lois disparues, il dût encore en être de même comme nous l'avons prouvé par des exemples. Pendant toute la période du x^e et du xi^e siècle rien ne vient contrarier l'application des règles que nous venons d'énoncer : la noblesse est encore accessible aux francs roturiers, ce ne sera pas avant le xii^e siècle que les difficultés naîtront, et au xiii^e seulement la scission sera complète. Mais pendant ce laps de temps, d'une part les possesseurs de fiefs du chef de femmes ont acquis la noblesse ; d'autre part le droit pour les femmes d'hériter des fiefs et de les transmettre s'est ; assuré enfin les coutumiers de la fin du xiii^e siècle sont généralement unanimes pour déclarer gentilshommes les enfants d'une mère noble et d'un père roturier. Une seule difficulté pouvait se présenter, c'est au cas où l'un des deux époux était serf, l'autre étant noble. Mais ici interviennent des règles spéciales dérivées de la condition des esclaves dans les lois barbares : le mariage de l'esclave avec un ingénu est prohibé car il a pour effet de retirer cet individu de la puissance du maître, de faire sortir du patrimoine de ce dernier la valeur que représente l'esclave ; pour empêcher ces unions on déclare que l'époux ingénu tombera en servitude. De même à l'époque féodale on cherche à restreindre les mariages entre nobles et serfs, car les mêmes raisons s'appliquent ; mais comme par suite de

l'influence de l'Église on ne peut plus se servir des principes trop rigoureux des lois barbares, tout homme étant libre en droit, on arrive presque au même résultat par un moyen détourné : les enfants pourront choisir la condition qu'il leur plaira, la noblesse en abandonnant les biens serfs ; ou s'ils veulent conserver ces biens ils en auront le droit, mais alors ils seront serfs. Les prérogatives du Seigneur restent donc presque entières, il aura la personne ou les biens.

Toutes ces explications n'auront pas été oiseuses : elles vont nous permettre d'aborder les coutumes rédigées et d'en dégager plus facilement les principes, elles nous montreront que certaines clauses, la noblesse maternelle est de celles-là, qui passent pour des anomalies dans le dernier état du droit coutumier, ne sont en réalité que le droit ancien demeuré dans toute sa pureté dans certaines provinces, tandis que dans les autres l'évolution continue et se poursuit à travers les siècles. L'on pourrait même dire sans que cela fût un paradoxe que ce que nos commentateurs du xviii^e siècle considéraient comme l'exception était la règle véritable. Ce ne serait du reste pas le seul exemple d'exceptions nombreuses venant étouffer et réduire à néant un principe général.

CHAPITRE III

LES COUTUMES RÉDIGÉES.

SECTION I. — *Règles générales de la filiation.*

A l'époque coutumière, la règle générale est que la noblesse ne peut venir que du père, il n'est fait aucune attention à la condition de la mère, tandis que la franchise vient de la mère, l'enfant d'une femme franche et d'un serf sera franc, l'enfant d'une serve et d'un franc sera serf; nous avons eu déjà l'occasion d'indiquer le brocard qui résume toute cette théorie : « *La verge ancblit, le ventre affranchit* » (1). Mais si cette règle est considérée par les auteurs comme étant de droit commun, elle n'en subit pas moins de nombreuses exceptions qui prennent toutes leur origine dans les coutumes de l'époque précédente, coutumes que nous avons essayé de mettre au jour. Ce brocard qui ne fait son apparition qu'au xiv^e siècle n'est que la traduction, ou plutôt la paraphrase pour la société nouvelle, des deux règles

1. Loisel. *Institutes coutumières*. L. I. R. 40.

romaines : d'une part « *Partus sequitur patrem* » qui trouve son application dans la classe des nobles ; ceux-ci, jouissant seuls de la pleine franchise, pouvant seuls disposer librement de leur personne, sont seuls capables au sens romain du mot de contracter une union régulière ; — d'autre part, « *Partus sequitur ventrem* » s'appliquera, comme à Rome, au cas de mariage entre une femme franche et un serf, ou réciproquement ; les idées romaines qui commencent à jouer un grand rôle dans notre législation, font considérer ces unions comme moins pures que celles des nobles, et l'enfant suivra la condition de sa mère. L'Église qui se fait souvent l'alliée du droit romain, et dont l'influence a laissé maintes traces dans notre droit coutumier devait favoriser le développement de ce principe qui avait pour effet dans bien des cas de soustraire l'enfant à la servitude.

Mais nous avons dit qu'il existait à cette loi un grand nombre d'exceptions issues du droit, si mêlé de coutumes germaniques, de l'époque de formation. Ces exceptions se rapportent à la transmission de la noblesse et au servage ; elles sont visibles surtout dans l'Est de la France coutumière : Bourgogne, Bourbonnais, Nivernais, Champagne et Barrois ; l'Artois qui suit presque les mêmes errements est isolé dans le Nord ; nous allons examiner ces exceptions en nous attachant surtout à la transmission de la noblesse.

§ 1. — Quelques coutumes seulement prennent soin de régler la condition des personnes, en général elles sont muettes sur ce sujet, et dans le silence des textes nous devons appliquer le droit commun. Parmi les cou-

tumes expresses, nous ne trouvons la noblesse maternelle admise que dans dix d'entre elles ; comme nous serons au cours de la discussion amenées à citer les termes mêmes de ces textes nous allons en donner l'énumération.

COUTUME DU BAILLAGE DE TROYES.

Art. I. — Les aucuns sont nobles, les autres non nobles. Ceux sont nobles qui sont yssus en mariage de pere ou de mere noble, et suffit que le pere ou la mere soit noble, posé que l'autre desdits conjoints soit non noble ou de serve condition.

MEAUX.

Art. IV. — Entre gens nobles, le fruict ensuit la condition du pere ou de la mere : car il suffit que l'un des conjoints par mariage soit noble à qce ue les enfans qui en ystront soient censez et réputez personnes nobles : tellement que si la mère estoit venue et yssue de noble lignée soit conjointe par mariage à un homme roturier, les enfans qui en ystront sont réputez nobles, supposé que le pere ne le soit pas. Et semblablement, si le pere estoit noble et la mere roturiere et non noble, les enfans qui en ystront sont dits et réputez nobles.

SENS.

Ancienne coutume, art. 149. — Nouvelle coutume, art. 161 : Les enfans naiz de pere ou de de mere noble sont reputez nobles, posé que l'un d'iceux pere ou mere soit roturier.

CHAUMONT.

Art. 2. — Et quant aux nobles l'on tient coustume estre audit Bailliage, que ceux sont dits tenus et réputez nobles, qui sont naiz et issus en mariage de pere et de mere nobles, ou de pere noble et de mere non noble, ou de mere noble et de pere non noble. Et qu'il suffit l'un d'iceux pere ou mere estre noble, à ce que le fruict soit noble.

CHALONS.

Art. 2. — Le ventre affranchist et annoblist, pour jouir du bénéfice que la Coustume octroye aux nobles seulement et non en ce qui concerne les droits du roy.

VITRY.

Art. 84. — Par la Coustume dudit Baillage, de deux conjoints par mariage, dont l'un est noble, et l'autre serf,

les enfans dudit mariage peuvent demeurer nobles, en renonçant aux biens et succession du costé serf.

BAR-LE-DUC.

Art. 71. — Si le pere est noble, vivant noblement, et la mere roturiere, les enfans procréés d'eux seront nobles et suivront la condition du pere ; mais si le pere est roturier et la mere noble, les enfans procréés dudit mariage suivront l'estat et la condition de la mere, si bon leur semble, en renonçant à la tierce partie des biens de la succession paternelle, au profit dudit seigneur Duc.

SAINT-MIHIEL.

Titre I. — Art. 2. — Les nobles personnes sont celles qui sont procréées de pere et mere nobles, ou de pere noble et de mere roturiere, ou qui ont obtenu de nostre souverain Seigneur Monseigneur le Duc, lettres et privilege de noblesse, ou celles qui sont issues et extraictes de pere non noble et d'une mere noble, ayants renoncé et quicté à la succession paternelle.

CLERMONT-EN-ARGONNE.

Chapitre II. — Article 1^{er}. — Enfans issus de peres et meres nobles, ou pere noble et mere roturiere, en loyal mariage, sont nobles.

Article 2. — Et s'ils sont issus de pere roturier et de mere noble, et surtout choisir costé maternel, en renonçant (avant appréhension de succession) aux biens et succession de leur pere roturier, dedans quarante jours à compter du jour de l'advertissement qu'ils ont de la mort de leur pere, tels enfans après telles renonciations faites au greffe dudit bailliage, sont tenus et réputéz nobles.

ARTOIS.

Ancienne coutume, article 141. — *Nouvelle coutume, article 198.* — *Item*, que, une personne, noble, de par mère seulement, est franc dudit nouvel acquest, aussi avant que une personne noble, de par pere ; en facion que oudit cas, la mère annoblist l'enfant : mais, en matière d'imposition et d'aydes, convient estre noble, de par père.

La Lorraine était trop proche de la Champagne et du Barrois auquel elle avait longtemps été réunie pour ne conserver aucune trace de l'influence de la filiation maternelle ; mais dans cette province la noblesse de la mère est simplement ajoutée à celle du père, qui doit être noble ; c'es en effet ce que nous dit l'article suivant : « Generalement le fruict suit la condition du pere, bien « qu'entre gentilshommes le fruict soit habilité de la « condition de sa mere à prendre et avoir siege ès assises, si elle ne s'est més-aliée » (1). Dans la dernière époque du droit coutumier, cette règle était encore en

1. Coutume de Lorraine. Tit. I, art. 10 (Bourdot de Richebourg).

usage et la noblesse de la mère pouvait permettre l'entrée au chapitre de Metz, si le postulant ne pouvait montrer un assez grand nombre de quartiers du côté paternel. C'est ainsi encore que le fils d'un gentilhomme et d'une femme de l'ancienne chevalerie de Lorraine a été au xvii^e siècle reçu comme conseiller aux assises de Lorraine; et le commentateur qui rapporte ce fait ajoute que si la femme noble avait épousé un roturier, son fils n'eût pas même été noble (1).

La noblesse maternelle au xviii^e siècle était très vivement attaquée parce qu'elle était incomprise, aussi voyons-nous ce fait singulier qu'elle est non pas niée, mais négligée dans une des rares coutumes rédigées à cette époque. En exécution d'une déclaration du roi du 24 février 1741 les coutumes de Verdun furent réformées puis publiées en 1743, il n'est fait aucune mention dans le nouveau texte de l'acquisition de la noblesse soit par le père, soit par la mère et par conséquent il faut s'en référer au droit commun. Or, voici ce qu'on pouvait lire dans les anciennes coutumes dites de Sainte-Croix, observées à Verdun.

Tit. I. art. 7. — Entre les nobles sont comptés et réputés à Verdun et pays Verdunois ceux qui sont nés de femmes nobles encore que les pères ne soient nobles ains roturiers, et choisissant le côté maternel à charge et condition de renoncer totalement ou en partie à la succession paternelle au profit du prince, seigneur évêque (2).

1. A. Fabert. Sur l'article 10 de la Coutume de Lorraine.

2. Le système énoncé par cet article, *in fine*, est celui que nous avons vu en vigueur dans certaines coutumes précédentes, mais certai-

Enfin qu'il nous soit permis de citer ici une vieille coutume des provinces Basques en usage encore aujourd'hui, mais sur laquelle nous ne possédons aucun texte. Dans les trois pays de Labour, de Soule et de Basse Navarre, l'aîné de la famille quelque soit son sexe, héritait à l'exclusion des puînés de tous les immeubles de la succession; lorsque c'était une fille, et que cette fille épousait le puîné d'une autre famille, c'était elle qui donnait son nom à son mari, et par suite aux enfants à naître de cette union. N'est-ce pas là un des plus beaux exemples que l'on puisse citer de la persistance de la filiation maternelle? De nos jours ces contrées ont dû se soumettre au régime successoral de notre Code Civil; mais si les habitants se sont résignés à partager les immeubles entre tous les héritiers, on a eu plus de peine pour leur faire admettre notre mode de transmission du nom de famille: leur nom véritable est pour eux celui qu'ils tiennent de leur mère, quand à celui

nes familles avaient le privilège de transmettre la noblesse par les femmes sans aucune renonciation. C'est qu'exprime *l'art. 8* ainsi conçu: « Sauf que et réservé à Verdun là, ou ceux qui sont issus des trois anciennes nobles familles, savoir: de la Porte, d'Azenne, et Estouff, lesquels sans faire aucune renonciation sont tenus et réputés nobles, et pouvoir tenir fiefs, entrer au conseil de la cité, là où du passé n'étaient admis aucuns étrangers et non issus des dites familles encore qu'ils y fussent alliés, ains seulement leurs enfants et descendants; ce qui se pratique encore pour les eschevins et doyens du palais suivant les anciens statuts et privilèges de la cité. » Le texte des coutumes que nous rapportons ne se trouve pas dans Bourdot de Richebourg, celui que nous citons paraît être antérieur.

de leur père inscrit sur les registres de l'état civil, ils ne le considèrent que comme une « appellation » (1).

Nous n'avons pas encore terminé cette énumération, car nous voudrions pouvoir joindre à cette liste une province, la Normandie ; ici encore les textes font défaut et nous n'avons pour appuyer nos dires qu'une preuve assez faible que rien pourtant ne nous autorise à rejeter sans examen. Nous pensons que la noblesse maternelle aurait laissé des traces en Normandie jusqu'au xv^e siècle, et que ce n'est que vers la fin de ce siècle qu'elle aurait disparu complètement : En 1463 Louis XI fit faire une recherche des nobles de Normandie où des usurpations auraient eu lieu ; cette recherche fut d'ailleurs sans résultat, elle ne fut même pas faite complètement.

1. Si l'on veut comprendre la puissance que conserve dans ces provinces la règle de la filiation maternelle, il faut se rendre compte que les populations de ses contrées, retirées dans leurs montagnes, ne se mêlèrent pas à leurs voisins, et qu'aujourd'hui encore elles forment une race bien différente de la nôtre. Les coutumes rédigées rapportées par Bourdot de Richebourg établissent pour la succession aux immeubles une distinction selon qu'il s'agit de biens nobles ou non ; dans le premier cas le fils hérite de préférence à la fille, dans l'autre c'est l'ainé, mâle ou fille. Mais cette différence n'a jamais été dans les mœurs et n'a été introduite que pour rapprocher ces pays du droit commun ; la véritable règle est celle que nous trouvons dans l'article suivant des coutumes de Labour : *Tit. XII, art. 3*. « En biens ruraux avitins le premier enfant de loyal mariage succède à ses père et mère soit fils ou filles. » Quant au mode de transmission du nom que nous signalons au texte, il suffit pour se convaincre de sa réalité d'interroger un habitant de ces contrées. V. en outre : De Lagrèze. *Histoire du droit dans les Pyrénées*, p. 185.

Le commissaire royal, Montfaut qui nous rend compte de sa mission écrit ces lignes dans la préface : « *Item* sont cy enregistrez les aultres personnes qui se disaient estre nobles tant à cause de leur femme, *mère*, et nobles fiefs qu'ils ont acquis (1). » Il paraît donc bien certain que dans la seconde moitié du xv^e siècle des personnes se disaient en Normandie nobles de mère. Il est probable en outre qu'au début du xiv^e siècle la noblesse maternelle existait réellement en Normandie, puisque nous l'avons vue reconnue dans le Grand Coutumier, dont l'origine est Normande.

Telles sont, à l'époque coutumière, les provinces qui ont conservé soit dans leurs lois, soit dans leurs mœurs le souvenir de l'antique sentiment germanique. Les pays de droit écrit y sont naturellement rebelles ; la noblesse pour eux fut d'abord la noblesse Romaine, la noblesse de fonctionnaires, et l'on sait que celle-là ne se transmettait que par les pères ; plus tard lorsque la noblesse féodale apparut bien distincte de la pleine franchise la règle germanique était déjà oubliée depuis longtemps dans un pays où l'élément romain formait la grande majorité de la population.

Dans les pays du Nord de la Loire les premiers coutumiers nous ont montré la noblesse maternelle reconnue d'une façon assez générale ; mais elle se perd dans certaines provinces telles que la Touraine, l'Anjou, le Beauvoisis ; dans d'autres telles que la Bretagne elle paraît n'avoir jamais existé, c'est que les premiers documents

1. P. E. M. Labbey de la Roque. *Recherche de Montfaut*;

que nous possédions sur ces provinces nous montrent la féodalité toute puissante et que celle-ci fut l'adversaire constant de la noblesse maternelle.

La coutume de Paris que les rois se sont toujours efforcés de faire considérer comme le droit commun semble consacrer la règle coutumière en vertu de laquelle la noblesse ne vient que du père, et la franchise de la mère : mais à notre avis on n'a pas regardé sur ce point cette coutume d'assez près, il existait également à Paris une sorte de noblesse se transmettant par les mères, mais dissimulée sous le nom de *Bourgeoisie*. Les privilèges des Parisiens étaient considérables au moyen-âge ; ils avaient les mêmes prérogatives que les nobles tout en restant roturiers. Ils ont conservé fort longtemps cette situation puisque nous trouvons dans Bourjon, un des plus savants commentateurs de la coutume de Paris, que les bourgeois de cette ville avaient le privilège, d'après d'anciennes ordonnances, d'acquérir des fiefs sans être sujets aux droits de franc-fief ; que de son temps ce n'était plus qu'une simple prétention et non un véritable droit ; et il conclut qu'ils doivent le droit de franc-fief au roi « comme tout autre roturier le doit par l'incapacité qu'il a à posséder ces sortes de biens. » L'exemption de ce droit que les Parisiens réclamaient encore à l'époque de Bourjon n'était que le reste des nombreux privilèges dont ils avaient joui pendant longtemps. Un édit de Charles V, du 9 août 1371, décide que les bourgeois Parisiens « ont les mérites et facultés de personnes de bride d'or et accou-

1. Bourjon. *Le droit commun de la France*. T. I, p. 38.

trements appartenant à l'état de chevalerie, et ont droit de prendre les armes de chevaliers comme nobles de gente et origine de notre royaume. » Bourjon, du reste, ne sait mieux faire pour se résumer que de qualifier, avec un ancien édit de 1409, les prérogatives de la bourgeoisie Parisienne du mot de « noblesse » : « ils ont la noblesse impropre, dit-il, mais cette noblesse est une chimère. » Au XVIII^e siècle, oui ; mais au XIV^e non certainement. Quel intérêt auraient donc eu les Parisiens à réclamer la noblesse utérine puisqu'ils jouissaient des mêmes avantages que les nobles de parage ? Ce que trois siècles plus tard Molière jugeait incompatible, les Parisiens du XIV^e siècle le réalisaient parfaitement ; ils étaient bourgeois et gentilshommes. Aussi comprend-on que dans ces conditions la noblesse utérine ne se soit pas maintenue dans la région parisienne ; inutile, elle est tombée en désuétude, et plus tard on ne pouvait pas essayer de la faire revivre.

§ II. — Il serait impossible d'expliquer les raisons qui ont fait disparaître, ou qui ont empêché de se développer dans certaines provinces le principe de la noblesse maternelle ; pour la région parisienne elle-même, la cause que nous venons d'indiquer a certainement contribué dans une large mesure à la disparition de la noblesse maternelle, mais elle n'est pas la seule, et à côté des causes particulières à chaque province, il s'en trouve d'autres générales à tout un groupe de provinces. Parmi ces causes générales qui arrêtent la noblesse maternelle dans son essor il faut citer le droit pour les roturiers d'acquérir des fiefs.

Nous avons vu que d'après Beaumanoir d'après les établissements de Saint-Louis et le Grand Coutumier, l'enfant

né de père roturier et de mère noble jouira des privilèges de la noblesse, notamment qu'il pourra posséder des fiefs, ce que les roturiers ne peuvent pas faire, mais qu'il ne pourra pas être armé chevalier. Cette règle qu'il faut être noble pour pouvoir entrer dans la chevalerie est une première atteinte aux principes fondamentaux de cet ordre : nous avons vu que la seule condition exigée était la franchise. Pourtant ces deux institutions restent encore distinctes l'une de l'autre, et ce n'est que plus tard que l'on aura conclu de ce fait qu'il faut être noble pour être chevalier, que tous les chevaliers sont nobles, et que l'on identifiera complètement ces deux choses. Et alors le raisonnement qui se fait jour et s'accrédite dans les esprits est le suivant : D'un côté, seuls les gentilshommes peuvent posséder des fiefs, de l'autre sont seuls gentilshommes ceux qui peuvent être chevaliers ; les nobles de mère qui ne peuvent pas acquérir la chevalerie ne sont pas gentilshommes ; seront-ils par suite éloignés de la succession féodale de leur mère ? C'est à cette conséquence que devaient aboutir les nouveaux principes, mais on n'eut pas occasion d'aller jusque-là. En effet les roturiers qui primitivement pouvaient posséder des fiefs se voient retirer cette faveur à la suite du mouvement si considérable occasionné par les croisades, ils recouvrent bientôt ce droit, mais il ne sont pas anoblis par leur possession, et il en fut ainsi jusqu'à la fin de l'ancien régime. Si donc les nobles de mère ne possèdent pas en qualité de nobles, ils posséderont du moins au même titre que les roturiers.

On conçoit dès lors facilement, étant donnée l'importance de la propriété foncière dans notre ancien droit,

que cette nouvelle conception ait dominé jusqu'à faire perdre le souvenir même de la noblesse utérine ; les enfants de femme noble perdent peu à peu toutes leurs prérogatives, et finissent même par être astreints au droit de franc-fief. Le roturier acquérant un fief achetait au seigneur suzerain d'abord, au roi plus tard, la faveur dont il était l'objet ; c'est cette finance que l'on désigne sous le nom de droit de franc-fief. En parcourant nos coutumes on remarque une certaine relation entre la noblesse maternelle, et le droit pour les roturiers de posséder des fiefs : les coutumes où cette noblesse s'est maintenue excluent les roturiers de la possession des fiefs, les autres, telles que : Paris, Normandie, Bretagne, Maine, Berry, Poitou, Anjou, leur reconnaissent le droit d'acquérir des fiefs entre vifs ou par succession. Ce rapprochement était utile à faire, il explique pourquoi nous voyons l'ancienne coutume se perdre si vite dans certaines provinces, et se maintenir dans d'autres.

La lecture du texte des coutumes nous a montré que dans certaines l'enfant issu de mère noble et de père roturier ou serf devait renoncer à tout ou partie de la succession paternelle pour conserver la qualité de sa mère ; on a parfois voulu assimiler ces déchéances au droit de formariage et de main-morte, mais ceci est évidemment exagéré et l'on ne peut songer qu'à faire un rapprochement intéressant, instructif même puisqu'il nous montrera la véritable nature de ce droit.

Nous avons vu quelle était la condition misérable des serfs pendant tout le moyen-âge, que sortis récemment de l'esclavage ils n'étaient guère dans une situation meilleure ;

peu à peu pourtant leur condition devient plus douce dans la plus grande partie de nos provinces, et certaines coutumes déclarent même que toute personne est franche qui habite le territoire soumis à la coutume (1) ; dans d'autres le servage continue à exister, mais les serfs ne sont tenus pour tels qu'à cause de la terre qu'ils cultivent ; c'est la tenure qui est serve, le tenancier est franc et il n'aura qu'à délaisser pour recouvrer sa liberté. Dans quelques-unes enfin le serf peut être serf de corps, il a conservé la condition qu'avaient les esclaves sous les lois barbares : il ne pourra pas se marier avec une personne franche ou un serf d'une terre étrangère sans le consentement de son Seigneur, en cas de contravention il devra payer un droit de formariage (2) ; il ne pourra pas disposer entre vifs de ses biens, et s'il meurt sans héritiers directs son héritage ne sera pas transmissible aux collatéraux, et reviendra entre les mains du Seigneur ; si ce serf quitte la terre de son maître celui-ci pourra exercer un droit de suite contre sa personne, le revendiquer comme une chose,

1. Citons par exemple : Sedan. *Article 1^{er}* : « Par la coutume générale de Sedan toutes personnes sont franches, et n'y en a aucune de servile condition ». La coutume de Bourgogne qui reconnaît pourtant une servitude assez rigoureuse pose en principe : *Tit. IX art. 1^{er}* : « Au Duché de Bourgogne n'a nuls hommes serfs de corps ». Même observation doit être faite sur la coutume de la Marche. *Art. 125* : « En la Marche, toutes personnes sont franches et de franche condition ».

2. Les coutumes qui reconnaissent le droit de formariage sont les suivantes : Meaux, art. 78 ; Troyes, art. 3 et 6 ; Chaumont, art. 3 ; Vitry, art. 144 ; Laon, art. 7 ; Reims, art. 339 ; Chalons, art. 16 ; Bourgogne, *Tit. IX, art. 21*.

comme un de ses biens (1). Enfin l'enfant dont l'un des parents est de servie condition et de main-morte, sera de même serf de main-morte : « La pire condition emporte la meilleure (2) ».

Cette espèce de servitude a duré presque jusqu'à la fin de l'ancien régime en Bourgogne, Bourbonnais, Nivernais, Champagne et Barrois, mais il faut faire ici une distinction et séparer de ce groupe le Nivernais et le Bourbonnais où la condition des serfs, ne se modifie et ne s'atténue à aucune époque du x^e au xviii^e siècle. Une grande partie de la population rurale de ces contrées reste dans le même misérable état, seul l'affranchissement joint à la communauté taissable vient adoucir la situation de ces individus. Les autres coutumes sont moins rigoureuses et l'on peut même constater ce fait, c'est que les servitudes personnelles restent écrites dans les textes mais que l'on n'en fait plus aucune application pratique : c'est notamment ce qui s'est passé pour la coutume de Troyes (3).

1. Les coutumes qui admettent le droit de poursuite du Seigneur sur la personne du serf sont les suivantes : Nivernais, Tit. VIII, art. 6 ; Bourbonnais, art. 203 ; Vitry, art. 145 ; Bar-le-Duc, Tit. I, art. 19 ; Troyes, Tit. I, art. 3 ; Saint-Mihiel, Tit. I, art. 11 ; Bassigny, art. 40 ;

2. Bourbonnais, art. 199. Nivernais, Tit. VIII, art. 22 ;... et est-ce la coutume du dit pays par laquelle on dit que *le mauvais emporte le bon*.

3. La coutume de Troyes (Art. 3, 4, 5, 6), reconnaissait des serfs taillables à volonté, de poursuite, de formariage, de taille abonnée, de main-morte en tous biens meubles et héritages, de main-morte en meubles seulement. Nous lisons à ce sujet dans le répertoire de Mer-

Si l'on regarde une carte coutumière de la France, on verra que parmi les coutumes qui admettent soit la main-morte, soit le formariage, soit le droit de poursuite, il faut ranger toutes celles, sauf trois exceptions, qui reconnaissent la noblesse maternelle ; mais d'autre part on ne peut pas dire réciproquement que les coutumes de servitude personnelle sont aussi celles de noblesse maternelle. On voit donc qu'il est impossible de dire que l'un est la conséquence de l'autre ; tout ce que l'on peut affirmer c'est que la servitude personnelle est, comme la noblesse maternelle, l'indice d'une législation antérieure conservée par quelques coutumes et que c'est la raison pour laquelle elles sont le plus souvent concomitantes (1).

lin, V^o *main-morte*, « Légrand, sur la coutume de Troyes qui est une
« de celles qui ont les dispositions les plus étendues et les plus clai-
« res, s'il y en a sur la main-morte, convient qu'il y a un temps où
« il y avait des taillables et serfs de poursuite, et par conséquent
« une main morte personnelle ; mais il dit : Nous ne voyons plus à
« présent aucun serf de poursuite, ils sont entièrement abolis dans
« cette coutume. — Mais pourquoi sont-ils abolis ? La coutume n'a
« point changé, on ne l'a point abrogée par une nouvelle. » Il en fut
ainsi dans toutes nos coutumes sauf le Nivernais et le Bourbonnais.

1. Coutumes admettant la Noblesse maternelle et la servitude personnelle : Troyes ; Meaux ; Chaumont ; Châlons ; Vitry ; Bar-le-Duc ; Saint-Mihiel. — Coutumes admettant seulement la Noblesse maternelle : Artois ; Sens ; Clermont-en-Argonne. — Coutumes admettant seulement la servitude personnelle : Marche ; Bourbonnais ; Nivernais ; Bourgogne ; Bassigny ; Lorraine. — Voir aux appendices la carte de ces coutumes.

SECTION II. — *Condition des nobles de mère d'après les coutumes rédigées.*

L'acquisition même de la noblesse utérine, le simple droit de pouvoir se recommander de la noblesse de la mère, était soumis à certaines conditions qui varient selon les coutumes : dans la plupart il fallait abandonner tout ou partie de la succession paternelle, la condition des enfants était donc en suspens jusqu'à cette époque, et n'était définitivement fixée qu'après la mort du père serf ou roturier. L'origine de cette règle se trouve évidemment dans l'article 6 de l'Ancien Coutumier Champenois et dans le chapitre XIV du Grand Coutumier ; nous avons expliqué déjà la signification de ces deux passages et nous n'y reviendrons pas. Ces deux coutumiers permettent à l'enfant issu de mère noble et de père serf de choisir le côté noble en abandonnant les biens du côté serf et certaines coutumes rédigées retracent fidèlement ce principe, telles sont celles de Troyes (1), Chaumont (2), Meaux et

1. Troyes, *art.* 7. « Et quant aucune desdites franchises personnes se joint par mariage à personne de l'une desdites conditions serres dessus déclarée, les enfants qui sont naiz de tel mariage entre les rivières de Seine et Aulbe et de Seine et Yonne ensuivent et ont le choix et option d'ensuir et prendre laquelle des deux conditions que bon leur s'mble en délaissant les biens et succession de celui, duquel ils délaissent la condition et servitude, excepté en la Prévosté de Troyes, en laquelle les enfants naiz en mariage de pere franc et mere serve, *vel e contra*, ensuivent la franche condition, veuillent ou non et ne succèdent point à leur pere ou mere serf... » — *Art.* 8 : « Et e't à sca-

Vitry (1); dans d'autres la règle primitive a dévié, et par suite de on ne sait quelles circonstances on assimile sur ce point la roture à la servitude, il suffit que le père soit roturier pour que l'enfant qui veut conserver la noblesse de sa mère soit obligé de renoncer à tout ou partie des biens paternels (2). Il en est ainsi dans le Barrois sans que nous puissions expliquer pourquoi, si ce n'est que telle est la loi: si nous rencontrions cette règle dans des coutumes où la servitude n'existe pas, nous pourrions dire que dans ces pays la roture s'est recrutée presque exclusivement parmi les anciens serfs; que les roturiers jouissant de la pleine franchise, étant facilement arrivés à la noblesse, les autres se sont trouvés réunis et assimilés aux

voir que par autre coutume générale gardée audit bailliage, entre les rivières d'Aulbe et Marne le fruit ensuit le ventre et la condition d'iceluy, excepté quand l'un des dits conjoints est noble auquel cas le fruit ensuit le costé noble si suivre le veut.

2. Chaumont. *Art. 4.* «Quant aucun desdites franchises personnes se joint par mariage à personne de l'une des conditions serves dessus déclarées, les enfans qui sont nez de tel mariage entre les rivières de Seine et Aulbe et de Seine et Yonne, ensuyvent et ont le choix et option d'ensuyr et prendre laquelle des conditions que bon leur semble, en délaissant les biens et succession de celuy dont ils délaissent la condition.» — *Art. 5.* «Item que par autre coutume générale gardée audit bailliage, entre les rivières d'Aulbe et Marne, le fruit ensuit le ventre et la condition d'iceluy; excepté quand l'un des deux conjoints est noble, en ce cas le fruit ensuit le costé noble et ne succède point au serf». Si nous rapprochons les dispositions de la coutume de Troyes de ces dernières nous verrons que l'article 5 de Chaumont exprime le droit commun de la Champagne.

1. Meaux. *Art. 77.* Vitry, *art. 84.*

2. *Sic.* Bar-le-Duc, St-Mihiel, Clermont-en-Argonne, Verdun.

serfs, qu'alors on leur a appliqué les règles en usage pour ces derniers. Tel est par exemple le sens de la coutume de Clermont-en-Argonne. Mais cette coutume est la seule qui présente cette singularité; à Saint-Mihiel et à Bar-le-Duc on reconnaît l'existence de la servitude que l'on distingue de la roture, et pourtant la même règle est énoncée, la même déchéance est encourue que le père soit serf ou roturier; il suffit qu'il ne soit pas noble pour que les enfants soient obligés de renoncer à la succession paternelle.

Trois coutumes, Artois, Sens et Châlons n'exigent aucune renonciation; mais il faut observer que pour les deux premières il s'est produit un phénomène inverse de celui observé à Clermont, dans ces deux baillages la servitude personnelle n'existe plus, et, au contraire de la coutume de Clermont, on n'a pas assimilé les roturiers aux serfs, mais les serfs aux roturiers. Ce dernier mode de procéder est beaucoup plus logique que l'autre; si par raison d'humanité et de justice on abolit la servitude, est-ce une raison pour frapper d'une nouvelle incapacité les roturiers francs, pour porter une atteinte aux droits de toute une classe d'individus?

§ II. — Ces quelques explications justifient la vérité de ce que nous avançons tout à l'heure, qu'il ne suffit pas d'avoir une mère noble pour jouir de la noblesse maternelle. La renonciation à la succession du père, dans le cas où elle est nécessaire, et selon les formes requises, étant un fait accompli, les nobles de mère seront-ils sur un pied d'égalité avec les nobles de père? Dans aucune de nos coutumes, même les plus favorables à la noblesse

utérine, on ne remarque cette égalité, et nous avons vu qu'il n'en fut jamais ainsi, puisqu'au XIII^e siècle déjà ces individus ne pouvaient acquérir la chevalerie. A l'époque coutumière cette déchéance ne préoccupe personne, la seule faveur dans cet ordre d'idées, que demandent les nobles de mère c'est de pouvoir prendre le titre d'écuyer. Cela ne leur fut pas contesté avant 1661, lors de la recherche générale des usurpateurs de noblesse. « Les préposés à cette recherche remarquèrent en Champagne une classe de citoyens qui payaient la taille, les droits de francs-fiefs, et qui néanmoins prenaient et recevaient la qualité de nobles ; ils les dénoncèrent à la commission présidée par M. de Caumartin, établie par la déclaration du roi pour prononcer sur les usurpations de noblesse... Après l'examen qui fut fait au conseil du roi, M. de Caumartin eut ordre de ne point juger la question à cause de son importance, mais d'imposer silence aux proposés à cette recherche, et de leur défendre de continuer leurs poursuites contre les nobles du côté maternel (1). » Sauf cette exclusion de la chevalerie, les nobles de mère de la première époque jouissaient de tous les autres privilèges de noblesse. A la rédaction des coutumes le principe est changé ; les privilèges de cette classe deviennent l'exception au lieu d'être la règle comme pour la noblesse de parage et nous voyons certains textes énumérer ces prérogatives.

La coutume d'Artois décide que les nobles maternels seront exemptés de payer le droit de francs-fiefs, mais « qu'en matière d'impositions et d'aydes convient estre

1. Consultation sur la noblesse maternelle.

« noble de par père (1). » Celle de Châlons déclare que cette noblesse n'a d'effets qu'en ce qui concerne les privilèges coutumiers et non les droits du roi ; qu'ils seront exemptés des droits « de Thonneux, Grand et petit Guet, de prévost et forage (2). » Les autres coutumes sont muettes sur ce sujet, et de là sont nées toutes les discussions dont la noblesse maternelle a été l'objet. En Champagne notamment la lutte fut fort longue et la victoire finit par rester à la royauté. Au xviii^e siècle les nobles de mère ne songent plus qu'à disputer à la royauté quelques privilèges coutumiers : le droit de prendre le titre d'écuyer, d'être exempts de la jurée, de plaider en première instance devant les baillis et sénéchaux, d'avoir la garde noble, de partager noblement, et de jouir du préciput légal accordé au survivant des époux nobles.

En un mot la noblesse utérine n'est plus qu'une *noblesse coutumière*, et c'est cette dernière expression que nous voyons le plus fréquemment employée dans les commentateurs du xviii^e siècle. Le noble de parage jouit de tous les droits honorifiques attachés à sa qualité : il a accès dans les ordres royaux qui ont remplacé l'ancienne chevalerie ; seul à partir d'une certaine époque il pourra arriver à des grades élevés dans les armées ; enfin les titres ne se transmettant que de mâle en mâle, il fera

1. Artois. Art. 198.

2. Châlons. Art. 3 : Nobles yssus de père noble, mère noble ou roturière, en loyal mariage, et ceux qui sont yssus de père roturier et mère noble, sont exemptés des droits de Thonneux, grand et petit guet, de prévost et forage, et en ce qui est de leur crue, encore qu'ils vivent roturièrement.

seul partie de la nouvelle hiérarchie qui a remplacé la hiérarchie féodale. A côté de ces prérogatives le noble de parage jouira d'autres avantages : il sera exempt du droit de franc-fief, du paiement de la taille et des aides ; enfin comme le noble de mère il jouit de tous les privilèges coutumiers que nous avons énumérés. On comprend facilement d'après ce simple rapprochement que la noblesse de mère, mal définie, intermédiaire entre la bourgeoisie et la noblesse de parage, ait eu tant de peine à se maintenir, ait dû lutter non seulement contre l'autorité royale, mais encore contre l'opinion des jurisconsultes.

CHAPITRE IV

LA NOBLESSE MATERNELLE DEPUIS LA RÉDACTION DES COUTUMES.

SECTION I. — *La noblesse maternelle dans les anciens auteurs et la jurisprudence.*

§ 1. — Au xvii^e et au xviii^e siècle, la règle « *partus sequitur patrem* » était si profondément entrée dans l'esprit des jurisconsultes, dans les mœurs elles-mêmes il faut bien le dire, que la noblesse utérine ne se maintient qu'à grand'peine, et que nous la voyons continuellement en lutte, notamment contre le pouvoir royal, pour conserver les rares privilèges dont elle jouit encore. Tous nos anciens auteurs sont unanimes pour déclarer que jadis dans les provinces de Champagne et de Brie le ventre anoblissait ; mais ils nous montrent à leur époque cette coutume tombée en désuétude et la règle. « L'enfant suit la condition du père » comme de droit commun. Cujas mentionne et reconnaît la coutume champenoise à deux reprises différentes : « *Et hodie in Campania Galliæ*

« *Provincia, matris perinde ac patris in nobilitate puer*
« *statum sequitur* » (1). Ailleurs il nous dit : « *Connubio*
« *interveniente liberi patrem sequuntur semper quod*
« *tamen Tricassini et aliæ quædam nationes non*
« *servant; nam sive plebeia nobilibus, sive nobilis ple-*
« *beiis nubant, filii melioris parentis condicionem*
« *sequuntur...* » (2) Cujas admet cette coutume comme
constante et ne la discute même pas ; après lui il ne
devait plus en être de même. Dans le traité des droits de
franc-fief de Bacquet, publié et annoté par Claude de
Ferrière, nous trouvons cette même constatation mais
avec un correctif : « Et pour le jourd'huy tient-on pour
« certain en France que le ventre n'annoblit point. Telle-
« ment que ceux qui sont issus de père roturier et de
« mère noble sont roturiers, s'ils n'ont obtenu arrest de
« la Cour des Aydes, par lequel comme nobles ils soient
« déclarés exempts de payer tailles conformément à la
« disposition du droit commun. » (3)

La noblesse maternelle a pendant toute la durée de

1. *Cujacii opera...* V° 10. Col. 584. Notes sur la loi 1^{re}, t. I. D.
L. 50.

2. *Id.* V° 2. Col. 1282.

3. Jean Bacquet avec notes de Claude de Ferrière. T. II. p. 317.
Nous empruntons à un « *Mémoire et consultation sur la Noblesse
maternelle de Champagne* » en date du 12 février 1765, la liste
suivante des différents commentateurs qui ont reconnu cette noblesse :
Cujas ; Pithou ; Bodin ; Champy ; Legrand ; Loyseau ; Claude de
Ferrière ; Claude Joseph de Ferrière ; Chalins ; Le Président Hénault ;
Le Président Bouhier ; Eusèbe de Laurière ; Grosley ; Regnaud-
don ; etc.

l'époque coutumière été très vivement attaquée, son histoire n'est qu'un long combat de plusieurs siècles contre la noblesse paternelle soutenue par l'autorité royale. Nous allons essayer d'exposer vivement l'histoire de ce long procès et de mettre en lumière les arguments apportés de part et d'autre.

La discussion reposait presque entièrement sur l'interprétation de textes que nous connaissons en partie ; discussion oiseuse s'il en fut jamais puisqu'on cherchait dans des textes erronés ou mal compris des explications que les principes pouvaient seuls donner. Ces textes sont au nombre de deux : l'un est l'article 6 que nous avons déjà cité de l'Ancien coutumier de Champagne et de Brie ; l'autre, l'article 20 du même recueil. La rédaction admise par tous jusqu'à ces dernières années sous ce dernier article est celle qu'en a donnée Pithou et que Bourdot de Richebourg a reproduite dans son Coutumier général, elle est ainsi conçue : « Il est coustume en Champagne que se enfans nobles demeurent de pere et de »
« mere, soient noble ou de pere ou de mere, se il y a hoir »
« ainsné il doit avoir l'avouerie de ceaulx qui sont soubz »
« aagiez... » (1) Or ce texte est apocryphe ; Pithou qui le premier a publié ce recueil, en a, à dessein ou par négligence, altéré les termes. M. de Barthélemy, l'éminent membre de l'Institut, qui a beaucoup étudié la question qui nous occupe, eut le premier l'idée de se reporter aux différents manuscrits que nous possédons de ce coutumier, et il en donna la véritable formule. Dans aucun

1. Bourdot de Richebourg. T. III.

de ces manuscrits qui sont d'époques et de sources diverses n'existent les mots *nobles* après celui d'*enfants* et plus loin après ceux de *soient noble* au lieu de *ou de pere* ou *de mere* les textes portent *ou de poeste*; la véritable teneur de cet article est donc, sauf quelques variantes sans importance selon les manuscrits : « Il est coustume
« en Champaigne que se enfans demeurent de pere ou de
« mere soient noble ou de poeste, se il y a hoir aagié il
« il doit avoir la vourie de ces qui seront dessouz
« aage... » (1).

Cet article étant ainsi établi dans son véritable texte, il n'existe plus aucune antinomie avec l'article 6, que nous connaissons, du même coutumier. Les partisans de la noblesse utérine arguaient de l'article 20, ses adversaires de l'article 6, quelques-uns essayaient de concilier l'un avec l'autre (2), mais ils se méprenaient sur les argu-

1. Voir aux appendices nos notes sur ces différents manuscrits, et notamment sur celui qui pensons-nous n'a pas encore été signalé, et qui porte la signature de Pithou (*Appendice I*).

2. Grosley, *Recherches pour servir à l'histoire du Droit Français*, p. 189 et 190, s'exprime ainsi : « Au premier coup d'œil, cet
« article (art. 6) semble détruire celui sur lequel la noblesse de mère
« est établie. Si, dira-t-on, les enfants doivent suivre la pire condi-
« tion, ceux qui naissent d'une femme noble et d'un roturier doivent
« suivre la route de leur père. Mais il faut bien distinguer les termes
« de ces deux articles. Le 20^e ne parle que des enfants d'un homme
« non noble, et le 6^e parle des enfants d'un homme de pote; or,
« depuis l'établissement de la monarchie, il y a toujours, en France,
« une grande différence entre un roturier ou non noble, et un
« homme de pote. » Grosley indique bien qu'il ne s'agit pas ici d'un

ments à employer, ils ne donnaient pas à ce dernier article son véritable sens. Si nous voulons prendre part à ce débat, nous dirons, après avoir complètement mis de côté l'article 20, qu'il existe en effet, dans l'ancien Coutumier Champenois, un texte reconnaissant la noblesse utérine, et que ce texte est précisément l'article 6 que nos adversaires ont toujours mis en avant. Mais nous avons déjà montré que cet article ne se suffit pas à lui-même, qu'il faut le rapprocher du chapitre 14 du Grand Coutumier, les compléter l'un par l'autre, et que cette réunion nous donnera le droit commun de la France au ^{xiii}^e siècle. Ce principe, nous le savons, s'est corrompu dans certaines provinces qui appliquent aux roturiers la règle jusque-là réservée aux personnes de condition serve.

Nous reconnaitrons donc que l'article 20 tel qu'il était ordinairement cité est faux, et nous l'écarterons du débat en lui rendant avec M. de Barthélemy (1) son véritable sens, sens bien nettement indiqué d'ailleurs par la place qu'il occupe : « L'usage en Champagne est que les orphelins de père et de mère, nobles ou non soient sous l'avouerie de leurs aînés. » Ceci étant établi, peut-on dire comme l'ont fait les commentateurs du ^{xvii}^e et du ^{xviii}^e siècle que l'article 1^{er} de la coutume redigée de Troyes de 1509 a pour origine l'article 20 de l'ancien coutumier ? Il nous semble qu'il y a là une erreur manifeste : on ne peut rendre responsable de la falsification que Pithou ; or Pithou est né simple roturier, mais il n'explique pas l'influence que cela peut avoir sur la question.

1. A. de Barthélemy. *Recherches sur la noblesse maternelle.*

en 1532, et cette falsification fut par suite certainement sans influence sur la rédaction des coutumes de Champagne près de trente ans avant sa naissance. L'article 1^{er} de la coutume de Troyes doit donc être considéré comme absolument indépendant de l'ancien recueil de sentences, qui, s'il était en usage chez les praticiens, n'était du moins connu que dans sa teneur véritable; cet article répond à un état d'esprit général, à des mœurs profondément entrées dans la masse de la nation, et c'est pour cela que la noblesse maternelle de Troyes se trouve d'accord avec celle d'Artois, avec celle du duché de Bar, avec celle des autres baillages champenois.

§ II. — Un grand nombre de sentences étaient venues pendant toute la durée du xv^e siècle fixer la jurisprudence sur ce point et préparer la rédaction des coutumes; pour la plupart il est vrai elles émanent des Baillis Champenois qui pouvaient être intéressés à faire triompher cette noblesse; mais est-il naturel de supposer un calcul ambitieux de plusieurs siècles!

Au xiv^e siècle nous ne trouvons que deux textes reconnaissables de la noblesse maternelle. M. Guilhiermoz a découvert l'un il y a quelques années dans un carton du supplément du trésor des Chartes; c'est une série d'actes de procédure formant les pièces d'une enquête faite par le bailli de Crécy-en-Brie. Ce procès se place au début du xiv^e siècle, entre 1314 et 1322; il s'agit d'une contestation entre l'Ordre de l'Hôpital et le Comte de la Marche au sujet de l'héritage d'une personne morte sans héritier. Le Comte offre de prouver par témoins que le *de cujus* était « personne noble, conceuz et nez de ventre noble, de orine et

de poursuite »; l'ordre de l'Hôpital ne songe nullement à contester le principe énoncé dans cette articulation, mais simplement les faits (1). L'autre texte avait été signalé depuis quelque temps par M. de Barthélemy; c'est un texte de 1348 dont les conclusions sont assez obscures; il semble pourtant bien qu'il soit question de la noblesse maternelle, et non pas de la simple franchise (2).

Les sentences des baillages Champenois sont de dates beaucoup plus récentes que les textes précédents, elles abondent pendant toute la durée du XV^e siècle; nous en connaissons vingt de 1436 à 1497 qui émanent toutes, sauf la première, du baillage de Troyes, et concluent de la même façon en des termes identiques. Ces jugements ont été présentés aux commissaires royaux lors de la rédaction des coutumes en 1509 pour répondre aux attaques dont la noblesse maternelle avait été l'objet (3). Grosley

1. Guilhiermoz. *Un nouveau texte relatif à la noblesse maternelle*.

2. A. de Barthélemy. *La noblesse maternelle de Champagne*, en tête des notes de M. de Caumartin pour la recherche des nobles de la province de Champagne. p. 3.

3. Bibliothèque de Troyes. *Manuscrit n° 1290*. Recueil factice, série d'expéditions authentiques de 1509 de vingt sentences. Ces jugements portent les dates suivantes : 14 mars 1436, pour Thomas Gossement et Jean Huyard. 13 septembre 1441 pour Claudin Voisié; 23 novembre 1441 pour Colinet de Bury; 26 août 1449 pour Nicolas de Marisy; 7 novembre 1452 pour Guillemain le Maistre et autres; 17 septembre 1458 pour Guillaume Belier; 4 février 1465 pour Jehan Chevry; 25 octobre 1481 pour Nicolas le Petit; 27 juillet 1482 pour Pierre Roigne; 9 août 1484 pour Pierre Perrecin; 15 mars 1484 pour Jehan d'Aoust; 26 août 1485 pour Jacquinot Perrecin; 5 sep-

a publié une de ces sentences émanant du bailli de Troyes en date du 26 août 1449 en faveur d'un certain Nicolas de Marisy qui est déclaré « Noble et Gentilhomme, attrait
« de noble lignée, habile pour jouir et user des privilèges
« et franchises que jouissent et usent les nobles et gen-
« tils personnes du comté de Champagne, nez et attraitz
« de noble lignée » (1).

En 1436, le 14 mars, le gouverneur de la terre de Beaufort pour le Duc de Nemours reconnaissait « que
« par la coustume generally et notoirement tenue et
« gardée en Champagne et de laquelle on a usé au
« temps passé et use l'on encore, quant aucun enfant est
« ne en leal mariaige duquel enfant son pere est noble et
« la mere franche femme ou la mere est noble et le pere
« franc ycellui enfant est noble et gentil personne qui
« peut et doit joir et user de noblesse et gentillesse et
« pour tel est tenu et réputé. » Telles sont les conclusions du demandeur, conclusions qui lui sont accordées sans restriction après enquête (2). Ce jugement a le dou-

tembre 1485 pour Nicolas Berthier ; 18 septembre 1485 pour Henry Besançon ; 9 octobre 1485 pour Estienne de Marigny ; 25 octobre 1485 pour Nicolas Petit ; 13 juillet 1486 pour Nicolas Chevy ; 4 décembre 1487 pour Jehan Percein ; 15 décembre 1488 pour Jacques Ruban ; 3 janvier 1497 pour Pierre l'Echiquault.

1. Grosley, *Recherches sur le droit français*, p. 241 et seq.

2. Beaufort est appelé aujourd'hui Montmorency, département de l'Aube ; arrondissement d'Arcis-sur-Aube, canton de Chavange. Ce sont les considérations énoncées au texte qui nous ont poussé à publier dans son entier ce jugement jusqu'à présent inédit. (*Voir Appendice II.*)

ble mérite d'être le plus ancien de cette longue série et de ne pas émaner des Baillis Champenois, si l'on comprend que ces derniers pouvaient être partiiaux dans cette question, il est bien évident que le gouverneur, étranger au pays, du duc de Nemours n'avait pas les mêmes raisons pour ménager les nobles de mère.

Les autres baillages champenois, quoique moins fréquemment qu'à Troyes, eurent cependant des causes semblables à juger et le firent dans le même sens ; c'est ainsi que l'on trouve citée dans La Roque une sentence de Château-Thierry du 20 juin 1486, et ailleurs une autre du baillage de Vitry de l'année 1489.

§ III. — La coutume exprimée par tous ces jugements devait naturellement prendre place dans les coutumes rédigées, et les articles que nous avons cités ne sont que la sanction légale d'une jurisprudence constante. Remarquons avant d'aller plus loin qu'aucune de ces sentences n'est rendue entre nobles de parage et nobles de mère, mais bien le plus souvent contre les officiers royaux collecteurs d'impôts qui veulent faire payer aux nobles de mère le droit de franc-fief, les droits d'aides et autres : parfois aussi elles sont rendues pour régler le partage de la succession d'un noble de mère. Aussi comprend-on difficilement que les nobles de père attendent la rédaction des coutumes pour essayer de mettre ordre à un état de choses qui aurait du leur paraître monstrueux ; la vérité, c'est que sans les observations des commissaires royaux ils n'y eussent point songé, et que les articles incriminés auraient passé sans opposition.

Les commissaires commencèrent la publication des coutumes de Champagne par le baillage de Meaux, ils furent en cette ville le premier octobre 1509, et voici ce que nous lisons au procès-verbal sur l'article 4. « Après la lecture dudit article leur fut par nous remontré que ledit article estoit de conséquence, et que la loi et raison écrite vouloit le contraire. Et qui plus est que la loy par exprès résistoit à ladite coustume, en leur demandant si ledit article estoit accordé par les trois Etats, et si telle estoit la coustume dudit Bailliage. A quoy par aucuns des praticiens, faisans toutes fois la moindre partie nous fut dit qu'au dit bailliage de Meaux n'estoit usée ladite coustume ; mais qui plus est que par le dict commun des anciens du pays de Brie et Champaigne, l'on disoit communément que la verge ennoblit, et le ventre affranchit : qui estoit clère démonstrance, qu'il estoit de nécessité auparavant qu'un enfant fut censé et réputé noble, qu'il fut extraict de père noble. Et par autres praticiens en plus grand nombre, nous fut dict que telle estoit la coustume audit bailliage de Meaux qu'elle est dessus escrite, et qu'il suffist que l'un des conjoincts par mariaige soit noble, à ce que les enfans qui en ysteront soient censez et reputez nobles. Et sur ce la plus grande partie des nobles assistans à ladite assemblée, feirent... dire et remonstrer qu'il ne se trouveroit aucune chose de ladite coustume, et qu'elle estoit contraire a droit et raison, requérant pour lesdits nobles que du cayer des coutumes dudit bailliage fust ostée la dicte coustume. Et.... fut par nous ordonnée que les nobles ensemblement députeraient quelqu'un d'entre eux, ou autres, lequel eux presens, rapporteroit l'opinion

desdits nobles en pleine asistance... Et pour cé faire leur donnasmes délay jusques après dîner ».

Après dîner l'accord ne s'était pas fait, la même confusion continue à régner dans les esprits, le procès-verbal constate que pour la plus grande partie des nobles « ledit article estoit contraire à tous droits de noblesse, et que jamais audit bailliage n'en avoient usé : et que noblesse procédoit du costé paternel seulement, plusieurs autres desdits nobles disans le contraire, mais en moindre nombre. Et sur ce demandasmes les opinions et advis des gens d'Eglise, et autres du Tiers-Etat ; lesquels furent de diverses opinions, les uns ou pour l'affirmative, les autres pour la négative. Au moyen de ladite diversité fut par nous ledit article, ensemble le sept vingt seize dépendant d'iceluy remis à la Cour. »

De Meaux les mêmes commissaires royaux vont à Vitry, l'article 84 qui a la même disposition que celui qui les avait si fort émus à Meaux passe sans aucune opposition. Mais il n'en fut plus de même à Chaumont, et lorsqu'ils firent observer que l'article 2 était de conséquence et contraire à raison écrite, ils trouvèrent de l'écho dans une partie de la noblesse. « Les nobles étant en ladite assemblée nous dirent que noblesse procédoit et devoit procéder du costé du père seulement, et non du costé de la mère : et n'estoit telle ladite coustume qu'elle est contenue audit article. Et pour le différend et contradiction qui estoit entre lesdits nobles et autres, en ce qui est contenu, que pour acquérir noblesse suffit estre yssu de mère noble combien que le père soit non noble, et aussi que jà au bailliage de Meaux qui est un des quatre

bailliages de Brye et Champagne, avoit esté semblable différénd par nous remis à la Cour: à cette cause ordonnasmes que de présent ledit article demeurerait pour coutume, fors et excepté en ce que par iceluy est dit, qu'il suffit avoir mère noble, pour acquérir noblesse, combien que le père ne soit noble. Lequel demeurerait en suspens jusqu'à ce que les parties eussent produit d'une part et d'autre, ce que bon leur sembleroit par devers nous pour en faire notre rapport à la Cour, afin d'y estre pourvu ainsi que de raison. »

Enfin les commissaires arrivent à Troyes: dès l'article premier ils sont arrêtés par cette règle qu'ils ont rencontrée partout en Champagne; ils commencent à comprendre qu'il doit y avoir là une coutume certaine, un droit nettement établi. Aussi malgré l'opposition d'une partie de la noblesse ils admettent l'article 1^{er} provisoirement et sans restriction; ils ordonnent « que ledit article « demeurerait en telle usance et coutume comme elle a « été et qu'on en a usé le temps passé » jusqu'à ce que la Cour ait définitivement statué.

Or la Cour n'a jamais donné de réponse à la question qui lui était ainsi posée, et lorsque plus tard le président de cette Cour, de Thou, et deux conseillers dont l'un était du Harlay, publièrent en 1555 la coutume de Sens, le privilège des nobles de mère fut admis sans opposition; le procès verbal ne mentionne pas la moindre discussion à ce sujet. L'année suivante le même de Thou, procédait à la publication des coutumes de Vermandois, et sur les observations des juges royaux du siège de Laon, d'accord avec les trois états, la coutume de Châlons a été

reformée et modifiée dans le sens que nous connaissons, en restreignant la noblesse maternelle aux effets coutumiers.

Quant aux autres coutumes, les procès-verbaux ne nous donnent aucun renseignement, et nous devons conclure que dans ces baillages la noblesse maternelle fut admise sans contestation. Du reste en ce qui concerne le duché de Bar, il ne pouvait y avoir aucune difficulté, puisque lorsqu'on procéda à la réformation des coutumes en 1580 le duc Charles reconnut l'existence de ce privilège dans ses états, et que plus tard le vingt-six mai 1707, le duc Léopold le consacra à nouveau.

§ IV. — Cette reconnaissance au début du dix-huitième siècle de la noblesse maternelle par les ducs de Lorraine était un argument considérable en faveur de cette institution, argument que les juristes ne manquèrent pas de faire valoir dans la dernière époque de notre ancien droit. Car les procès se succédaient toujours sans interruption, la rédaction des coutumes ne les avait pas fait cesser ; il semble même, au contraire, qu'ils sont plus fréquents qu'au XV^e siècle, et que l'on se soit hâté d'obtenir des sentences de confirmation pour appuyer une coutume, non pas douteuse, mais dont les dispositions étaient restées en suspens par suite de la faiblesse des commissaires royaux. Tous ces arrêts sont du reste dans le même sens et peuvent s'ajouter à la liste que nous connaissons déjà :

Pithou, (1) de la Roque, (2) Grosly (3) nous en donnent

1. Pithou *Les coutumes du Bailliage de Troyes en Champagne*.
Note sous l'art. I. cite diverses sentences des Elus de Troyes : du 10 décembre 1510 ; 19 mai 1515 ; 6 septembre 1516 ; 2 mai 1517 ; 17 fé-

une longue énumération. Le plus récent de tous ces arrêts, signalé par ce dernier auteur, émane de la Cour des Aides en date du 16 janvier 1748. Mais il ne devait pas être le dernier, car nous voyons la question se poser jusqu'à la veille de la Révolution. Nous avons sous les yeux un long *Mémoire* daté du 12 février 1785, écrit sur cette question à l'occasion du partage de la succession d'une dame Jacquinot, épouse du sieur Bourlon d'Arrigny fille de Pierre Jacquinot et Marie-Geneviève de Saint-Privé, laquelle était noble de race. La question se posait une fois de plus de savoir si la dame d'Arrigny était noble comme fille d'une noble, ou roturière du fait de son père, et si par conséquent ses biens devaient être partagés noblement ou roturièrement. Une sentence de la Duché-pairie de Larzicourt avait été rendue ordonnant le partage égal ; sur appel intervint un arrêt en date du 14 mai 1785 infirmant la première sentence, et ordonnant que

Vier 1518 ; Arrêt des Grands jours de Troyes du 30 octobre 1535
Sentence de l'Election du 20 mars 1567.

2. De la Roque. *Traité de la noblesse*. Ch. 40. Cite les sentences du Baillage de Troyes du 4 octobre 1509 ; 18 juin 1526 ; de l'Election de Troyes du 7 juillet 1530 ; un arrêt du baillage de Vitry du 9 août 1535 ; des sentences du bailli de Troyes du 9 avril 1537 ; 11 septembre 1548 ; du bailli de Châtillon du 23 mars 1556 ; de l'élection de Troyes du 3 juin 1559 ; 14 novembre 1563 ; 9 février 1575 ; Arrêts de la Cour des Aides du 25 mai 1582 ; 26 septembre 1582 ; du baillage de Troyes du 19 juillet 1591 ; de l'élection de Troyes du 22 novembre 1597 ; des Arrêts de la Cour des Aides du 20 septembre 1621 ; 7 septembre 1682 ; 14 mars 1633 ; un arrêt du Parlement du 27 avril 1627.

3. Grosley *Op. cit.* p. 216 et seq.

les fiefs dépendant de cette succession seraient partagés noblement. C'est ce que nous apprend une mention manuscrite sur l'exemplaire du mémoire imprimé que nous avons pu consulter.

L'histoire de la noblesse maternelle pendant quatre siècles, de la fin du XIV^e, à la fin du XVIII^e, n'est qu'un long procès dont nous venons d'essayer de retracer les grandes lignes. Les sentences, les arrêts abondent en sa faveur, et malgré cela nous la voyons perdre peu à peu ses privilèges : depuis longtemps les nobles de mère étaient soumis au droit de franc-fief ; un arrêt de la Cour des Aydes du 23 Décembre 1566 ne leur reconnaît plus que des privilèges coutumiers, et encore doivent-ils lutter continuellement pour les conserver.

SECTION II. — *Origine et nature de la noblesse maternelle d'après quelques auteurs.*

De nombreuses théories ont été mises en avant pour expliquer l'origine de la noblesse utérine, nous allons essayer de les exposer et de montrer pourquoi nous ne les avons pas admises. Le reproche que nous pouvons faire d'une façon générale à tous ces auteurs c'est de n'avoir pas cherché leur explication dans un système unique indiquant la naissance et la conservation de la noblesse utérine dans les divers pays où nous la rencontrons. Il nous semble pourtant que ce devait être là leur principale préoccupation, il ne pouvait pas être naturel qu'une coutume aussi contraire en apparence au droit

commun, fut issue de causes, de phénomènes divers. C'est pourtant la méthode d'étude qui a été employée : l'Artois, le Barrois sont complètement négligés et tous les efforts des auteurs se portent sur la Champagne qu'ils isolent. Il leur faut alors trouver à cette noblesse une origine en Champagne même, et nous voyons naître et se faire jour les systèmes les plus variés.

Pithou le premier commentateur de la coutume de Troyes, expose sur l'article 1^{er} qu'après une grande défaite des nobles de Champagne aux Fossés-de-Faulnes près Bray, le comte de Champagne permit aux veuves de ses nobles de se remarier avec des roturiers, donnant ce privilège au ventre d'anoblir. Les auteurs qui ont suivi Pithou dans cette voie nous indiquent qu'il s'agit de la bataille de Fontenay ou Fontanet près d'Auxerre, en 841, où Charles le Chauve et Louis le Germanique soutenaient leurs droits contre les usurpations de leur frère Lothaire. Que cette bataille ait été des plus meurtrières, c'est ce que nous ne discuterons pas ; qu'elle ait été l'origine de la noblesse utérine, cela ne soutient pas même l'examen. Du reste Pithou se garde bien de nous dire la date de la charte par laquelle les comtes de Champagne auraient octroyé un pareil privilège à leur noblesse, de même qu'il ne nous indique pas où il a puisé son renseignement. Cujas son maître qui signale avant lui l'existence de la noblesse utérine, ne cherche pas à l'expliquer ; Pithou aurait dû l'imiter, ou se contenter de s'appuyer sur le texte de l'Ancien Coutumier Champenois tel qu'il pensait l'avoir lu et qu'il l'a publié.

Nous ne nous étendrons pas plus longuement sur cette

question ; l'hypothèse émise par Pithou, et admise par un certain nombre d'auteurs (1) étant manifestement toute d'imagination. Elle fut du reste abandonnée dès le xviii^e siècle.

Grosley, (2) tout en reconnaissant l'erreur de Pithou, propose une explication tout aussi inadmissible : les Comtes de Champagne auraient accordé ce privilège à leur noblesse pour que les richesses des marchands Troyens vinssent soutenir l'éclat des grandes maisons, et contribuassent ainsi à la splendeur du Comte palatin de Champagne et de Brie. Mais il faut repousser également cette explication, puisque, comme la précédente, elle suppose l'obtention d'un privilège par les nobles Champenois ; nous avons vu qu'il fallait remonter bien plus haut dans notre histoire, et que ce n'était pas là un simple accident, ainsi que ces théories voudraient le faire admettre.

C'est encore cette raison qui nous fait repousser la théorie de M. de Barthélemy. Cet éminent auteur a fait faire un grand pas à la question qui nous occupe ; il est le premier qui se soit reporté aux textes publiés par Pithou, et reproduits depuis par tous sans contrôle ; nous avons vu que cette méthode l'avait conduit à prouver que l'article 20 de l'Ancien Coutumier Champenois était

1. Voir notamment : Gousset, *sur l'art. 2 de la coutume de Chaumont* ; Loyseau, *Traité des Ordres* ; Bacquet. *Traité des droits de Francs-fiefs* ; Les moyens de défense pour les nobles du côté maternel dans le Comté de Champagne et de Brie... par Desmares 1667 ; De la Roque, *Op. cit.* ; P. Biston, *De la noblesse maternelle en Champagne*, in-8° 1856.

2. Grosley. *Op. cit.*

erroné, et que les partisans de la noblesse utérine étaient privés ainsi de l'argument qu'ils se plaisaient le plus volontiers à invoquer. Le point de départ étant faux, M. de Barthélemy en est arrivé à penser que le système tout entier l'était également, et que la noblesse maternelle n'avait jamais eu en Champagne d'existence légale ; pourtant il dut bien convenir que pendant plusieurs siècles cette noblesse avait été reconnue par un grand nombre de sentences, et il s'est demandé comment cela avait pu se faire. La solution la plus satisfaisante à ses yeux est celle qui ferait sortir tous ces nobles de mères Champenois du corps des monnayers. Voici du reste comment s'exprime M. de Barthélemy : « Les monnayers troyens, outre
« les libertés qu'ils avaient par concession royale, jouis-
« saient en Champagne du privilège de ne pas payer la
« jurée, impôt sur la propriété, que devaient au roi les
« franchises personnes appelées bourgeois du Roi. Se trou-
« vant ainsi affranchis d'une charge roturière, les mon-
« nayers se considéraient comme presque nobles, ou au
« moins comme supérieurs aux bourgeois. Si on remar-
« que que leurs privilèges se transmettaient par les fem-
« mes, on reconnaîtra sans peine, d'une part que leurs
« prétentions donnèrent naissance à la pseudo noblesse
« maternelle... » (1).

Nous sommes obligés de faire plusieurs critiques à la théorie de M. de Barthélemy. Les rédacteurs de la coutume n'ont pas pu s'appuyer sur l'article 20 de l'Ancien coutumier puisque sa falsification est de beaucoup pos-

1. A. de Barthélemy. Les monnayers Troyens.

térieure à cette rédaction ; ils n'ont donc pu que s'en référer à la coutume, coutume indiquée par un grand nombre de sentences. Or ces sentences auraient été rendues sous l'influence des monnayers. Certes le corps des monnayers troyens était puissant au XV^e siècle, il formait une sorte d'aristocratie dont il existe encore aujourd'hui des représentants ; il a fourni des baillis, un nombre assez grand de magistrats à nos cours souveraines. Il est donc possible que parfois ces juges, les baillis notamment, aient écouté d'autres sentiments que celui de la justice, mais il serait exagéré de conclure de là que toutes les sentences que nous avons citées plus haut ont la même source.

Enfin cette théorie a le même désavantage que celles que nous avons vues jusqu'à présent, elle n'explique nullement l'origine de la noblesse utérine dans le Barrois et en Artois.

Ce qui peut-être est cause que M. de Barthélemy s'est contenté de cette explication, c'est qu'il a étudié la question avant tout pour savoir si la noblesse maternelle existait encore de nos jours, si l'on pouvait considérer qu'elle avait été rétablie par les Chartres de 1814 et de 1830. La réponse était évidemment affirmative pour l'Artois et le Barrois, celle-là ayant été publiée sans opposition, celle-ci ayant été sanctionnée par le Duc ; il ne pouvait y avoir de controverse qu'en Champagne où nous avons vu que le *statu quo* avait été maintenu. C'est pour cela que M. de Barthélemy n'a pas songé à chercher une explication hors de Champagne, et ne s'est pas rendu compte que si l'on niait la noblesse maternelle en Champagne, on devait nécessairement la nier dans les

autres provinces, et réciproquement que si on l'affirmait dans certaines provinces il fallait l'affirmer en Champagne.

M. Guilhiermoz a, à son tour, proposé une nouvelle théorie d'après laquelle la noblesse, dans certaines provinces du moins, ne se serait transmise à l'origine que par les femmes, à l'exclusion de la noblesse de parage. Toute sa théorie repose sur les pièces d'une enquête dont nous avons déjà parlé ; dans cette enquête que l'on doit placer entre les années 1314 et 1322 il s'agit de prouver la noblesse d'un certain Pierre Piat issu de ventre noble. Pour établir ce fait on remonte de femme en femme jusqu'à la bisaïeule de Pierre Piat dont la noblesse était notoire : elle était fille d'un chevalier, elle eut un frère chevalier dont les biens furent partagés noblement. Or la particularité de cette enquête, c'est que l'on remonte jusqu'à la bisaïeule de Piat, alors que son aïeule ayant épousé un écuyer, un gentilhomme, sa mère d'après les règles ordinaires eût dû être noble comme fille d'un noble, quelle que soit la condition de l'épouse de ce dernier.

Nous voyons au cours de l'enquête plusieurs témoins signaler l'existence de cet écuyer, grand-père maternel de Piat, et ne pas s'arrêter à ce fait pour remonter à la bisaïeule, sœur d'un chevalier. N'est-ce pas la preuve que la noblesse se transmettait par les femmes à l'infini, et ne se transmettait que par les femmes ? C'est du moins ce que conclut M. Guilhiermoz ; cette enquête, écrit-il, « démontre d'une manière que nous croyons invincible, « qu'en Champagne, au commencement du ^{xiv}^e siècle, la « noblesse, la véritable noblesse, se transmettait par les

« femmes à l'infini ; en second lieu, elle nous paraît aussi
« établir, avec une assez grande probabilité, que la no-
« blesse ne pouvait se transmettre que par les femmes,
« d'où il faudra conclure que si plus tard la noblesse sim-
« plement paternelle s'est introduite en Champagne, pour
« s'y cumuler avec la maternelle, et par suite, pour la
« fausser, ce n'a pu être que par l'oubli des idées primi-
« tives, sous l'influence du système qui prévalut alors dans
« le reste de la France (1). »

Cette théorie a trouvé des partisans. M. Glasson (2) la restreint à la Champagne et au Barrois ; mais il oublie d'ajouter l'Artois, il n'y a aucune raison pour ne pas le faire. D'autres ont cherché une explication différente ; nous allons en indiquer une qui, malheureusement, ne repose sur aucune base sérieuse (3). Si dans l'affaire Piat, dira cet auteur, les enquêteurs sont remontés jusqu'à la bisaïeule du *de cujus* parce qu'elle était sœur d'un chevalier, c'est que, en Champagne, de même qu'il fallait être noble de père et de mère pour être fait chevalier, la noblesse de parage ne suffisait pas ; de même il fallait que

1. Guilhiermoz. *Op. cit.*, p. 13.

2. Glasson. *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, t. VII, p. 13. « La transmission de la noblesse se faisait donc par le père. Est-il vrai de dire que cette règle est de date relativement récente, et que primitivement la noblesse se transmettait, comme la liberté par la mère ? A notre avis, l'influence de la mère a été tout à fait exceptionnelle. C'est ainsi qu'en Champagne et dans le Barrois la noblesse ne se transmettait au début que par les femmes, puis ensuite on admit que les enfants acquéraient la noblesse soit de père, soit de mère. »

3. Mauroy (A. de). *De la Noblesse maternelle*.

la femme fut noble de père et de mère pour pouvoir transmettre sa noblesse à ses enfants, noble de père seulement, elle n'eut eu qu'une noblesse personnelle, intransmissible. La chevalerie pour les femmes, c'est le droit de transmettre leur noblesse. Où l'auteur a-t-il puisé pour bâtir cette théorie? Dans sa seule imagination, nous ne nous y arrêterons donc pas.

Ce que nous reprocherons à l'opinion émise par M. Guilhermoz, c'est, qu'elle nous paraît nier l'évidence même. Il place lui-même l'enquête qu'il publie au commencement du XIV^e siècle; or à cette époque il est de règle générale que le père anoblit ses enfants, c'est ce que nous lisons dans tous les premiers coutumiers sans aucune exception, c'est la règle même qui est écrite dans l'Abrégé Champenois des Etablissements de Saint-Louis (1). Tous ces ouvrages, sont à quelques années près, de l'époque de notre procédure, et l'on ne voit nullement pourquoi une espèce particulière pourrait servir de fondement à un principe général. Il reste à expliquer pourquoi les enquêteurs du XIV^e siècle n'ont dans cette affaire Piat, tenu aucun compte du grand père maternel du *de cujus* que les témoins qualifiaient d'écuyer. Nous devons avouer que nous n'avons trouvé aucune solution satisfaisante, et nous aimons mieux laisser cette question sans réponse que de nous livrer à des suppositions qu'aucune preuve ne viendrait confirmer. Celle qu'il nous paraît le plus admissible

1. P. Viollet. *Etablissements de St-Louis*. T. III. Abrégé Champenois ch. 98.

est celle qui consisterait à dire que le titre d'écuyer qui plus tard devint synonyme de noble, n'avait pas encore cette valeur à l'époque dont il s'agit, qu'il était employé dans son sens propre pour désigner celui qui porte l'écu d'un chevalier, qui a soin de ses armes et de son cheval. Or cette fonction pouvait être remplie par tout individu noble ou simplement franc, et par suite, de ce qu'un homme est qualifié écuyer, il ne s'ensuit nullement qu'il soit noble. Nous irons même plus loin et nous dirons que la qualité de chevalier n'entraînait pas forcément celle de noble, Beaumanoir nous a montré que l'exclusion des roturiers de la chevalerie était une règle nouvelle de son temps et quelques personnes arrivaient peut-être encore à la chevalerie sans être nobles. Aussi que voyons-nous dans l'affaire Piat? Les témoins s'attachent non pas tant au titre de chevalier de l'arrière grand-oncle du défunt qu'à ce fait que ses biens ont été partagés noblement: ceci nettement établi, la preuve est faite, la bisaïeule de Piat, sœur d'un noble était noble. Voilà nous semble-t-il tout ce que l'on peut tirer, outre la preuve de la transmission de la noblesse par les femmes, de toutes ces pièces de procédure exhumées par M, Guilhiermoz.

Aucune des théories que nous venons de citer ne pouvait aboutir à un résultat satisfaisant, car le point de départ était mauvais, car toutes, au cas même où elles eussent expliqué la noblesse maternelle en Champagne s'étaient placées à un point de vue trop étroit, et le travail fait pour une province devrait être recommencé pour les autres, alors qu'il était évident que l'origine devait être partout la même. Pourtant dès le XVIII^e siècle un savant juricon-

sulte, de Laurière, (1) avait indiqué la voie dans laquelle il fallait s'engager pour trouver la solution de ce problème : « De droit commun, dit-il, il y avait autrefois en France deux sortes de noblesse, une de parage ou de « par le père, et cette noblesse était absolument nécessaire pour être chevalier, l'autre était de par la mère et « cette dernière noblesse était suffisante pour posséder « des fiefs. » Mais cette simple constatation n'était pas suffisante, il fallait en outre expliquer l'origine de cette distinction, la nature exacte de chacune de ces deux noblesses montrer comment l'une disparaît peu à peu devant l'autre au point d'être niée dans son existence même et sa légitimité ; c'est ce que nous avons essayé de faire.

1. De Laurière — *Glossaire du Droit français*. — V^e Noblesse par les mères.

CONCLUSION

Nous avons vu, au cours de cette étude, que la noblesse maternelle a des racines très profondes dans notre droit, et que nous avons dû remonter aux origines mêmes de notre législation pour en trouver la naissance. Elle dérive de ce principe fondamental « *Partus sequitur ventrem* » dont nous avons étudié la puissance à Rome et chez les Barbares, et que nous avons vu se perpétuer à travers les siècles. Mais la règle « *Partus sequitur patrem* » se fait jour dans les législations et devient bientôt prépondérante. D'autres institutions viennent ensuite influencer sur les règles de la filiation, en droit Romain d'abord, puis en droit Germanique et dans notre ancien droit ; la filiation chez les esclaves est régie par d'autres règles que chez les ingénus : à Rome on dit alors « *que l'enfant suit la meilleure condition* » en Germanie que « *le pire emporte le bon* ». Au x^e siècle apparaît la noblesse, puis un peu plus tard l'esclavage est remplacé par le servage ; les règles de la filiation deviennent fort différentes selon que l'on a devant soi des nobles, des roturiers ou des serfs, selon que les époux sont ou ne sont pas de la même classe. Dans ce dernier cas l'enfant suit généralement la condition du père, à moins que l'un

des deux époux ne soit serf; on applique alors dans certaines provinces le principe germanique « *le pire emporte le bon* », mais avec cette atténuation que l'enfant peut acquérir la meilleure qualité en renonçant aux biens du côté serf.

La plus grande confusion règne dans cette matière, tous ces principes sont en présence et se heurtent ; la rédaction des coutumes va-t-elle apporter un peu d'ordre ? Cette mesure n'a qu'un résultat, rendre ces principes spéciaux à certaines provinces, ou à certains groupes de provinces. En Champagne et en Barrois l'enfant suit la pire condition, sauf son droit de renonciation aux biens du côté serf ; cette renonciation est même obligatoire en Champagne lorsque l'un des deux époux est noble. Dans d'autres l'enfant suit la meilleure condition, dans tous les cas, comme en Artois ; le plus souvent il faut excepter le cas où le père, est un non noble, car alors l'enfant sera aussi non noble. La noblesse maternelle devient donc peu à peu spéciale à certaines provinces, à celles précisément où on applique la règle germanique la plus défavorable à l'enfant. Tel est l'état de la législation à la suite de la rédaction des coutumes et cet état de choses demeurera jusqu'à la fin de l'ancien droit : les mœurs changeront, le servage disparaîtra, la noblesse coutumière n'aura plus par suite sa raison d'être, mais elle existera cependant et c'est à tort que l'on viendra lui contester ses droits.

APPENDICES

I

LES MANUSCRITS DE L'ANCIEN COUTUMIER CHAMPENOIS.

Les différents manuscrits de l'Ancien coutumier Champenois n'ayant jamais fait l'objet d'une édition critique, nous croyons qu'il peut être intéressant de les indiquer ici. Après M. de Barthélemy nous nous sommes reportés aux textes de ce coutumier possédés par la Bibliothèque Nationale ; M. de Barthélemy n'en signale que *cinq*, il en existe en réalité *six*. Voici l'indication de ces six textes avec la copie du passage faussement reproduit par Pithou.

I. — Ancienne bibliothèque de l'Eglise de Paris, coté F. 17, a fait ensuite partie du fonds Notre-Dame n° 120, aujourd'hui fonds Français n° 25546. Manuscrit sur parchemin du *xiv*^e siècle ; au folio 131, on lit en marge écriture du *xvii*^e siècle : « Imprimé dans Pithou. »

Art. 16. — Commant li enfant qui demorent en avoerie se doivent departir. — Il est coustume en Champaigne que se enfant demorent de pere et de mere soient noble

ou de poeste, se il y a hoir aagée il doit avoir la voerie de ces qui seront dessouz aage, et de tant come ils seront avoeire li avoe ne perdront ni gaaigneront.

II. — Ancienne bibliothèque Colbert n° 2032; aujourd'hui Fonds français n° 5156. Manuscrit sur parchemin du xiv^e siècle; un certain nombre de feuillets manquent, les cinq premiers contiennent trente-cinq articles.

Dans l'état actuel du manuscrit le passage qui nous occupe forme *l'article 15*, sans rubrique et est ainsi conçu : — Il est acoustume en Champaigne que se enfants demorent de pere et mere soient noble ou de pote se il y a a hoir ainsnez il doit avoir la vouerie de ceux qui sout soubz aage et tant come il sunt en avouerie il n'en perdront ni gaaigneront.

III. — Ce manuscrit est à la fin du même recueil que le précédent, et était coté dans la bibliothèque Colbert sous le même numéro. Papier, seconde moitié du xv^e siècle.

Art. 16. — Comant hoirs aaigez ont l'avouerie de leurs frères. — Il est coustume en Champaigne que se enfants demorent de pere et de mere et soient noble ou de postee, s'il y a hoir aage il doit avoir l'avouerie de ceulx qui sont soubz aage.

IV. — Ancienne bibliothèque Colbert, n° 2031; ancien fonds Français n° 9822; Actuellement fonds Français n° 5257. Manuscrit sur papier du XVI^e siècle fort bien conservé, malheureusement il contient des erreurs manifestes.

Art. 16. — Comment les hoirs aagiez ont l'advourie des soubz aagiez. — Il est coustume en Champaigne que se

enfans demorent de pere et de mere soient noble ou de poeste se il y a hoir aagie il doibt avoir l'avourie de cilz qui sont soubz aagiés.

V. — Manuscrit provenant de l'abbaye de St-Germain-des-Près, avait fait partie de la bibliothèque de Séguier, était coté fonds français de la bibliothèque de St-Germain-des-Près n° 1805 ; aujourd'hui fonds français n° 19832. Papier XV^e siècle,

Art. 18. — Comment enfens qui demeurent en avorie se doivent partir. — Coustume est que se enfens demeurent sens père et sens mère soient nobles au non se il y a hom aagie, il doit avoir la vouerie de ceulx qui sont sens aage.

VI. — Ancienne bibliothèque Colbert n° 138. — Ancien fonds français n° 9840 ; Aujourd'hui fonds français n° 5317. Recueil factice en papier, écritures du XVI^e siècle comprend 118 feuillets. Au folio 104 « la charte de Champaigne. » Les articles sont placés dans un ordre un peu différent de celui observé dans les précédents et dans Bourdot de Richebourg. Sur la première page on lit la mention suivante qui pourrait bien être de Pithou lui même : « P. Pithou. Acheté à Paris le 15 mars 1579. »

Art. 18. — D'enfans qui demueurent de pere et de mere prennent li aisnez douaire des puisnez. — En Champaigne est coustume que se enfans demeurent de pere et de mere soient nobles ou non s'il y a hoir aage il doit avoir la vouerie de ceulx qui seroient dessouz aage.

Nous voila donc en présence d'un manuscrit qui a certainement appartenu a Pithou, et qui ne porte nullement la version que celui-ci a publié. Nous croyons que ce

dernier manuscrit n'a pas encore été signalé par les auteurs qui se sont occupés de la question. Il figure pourtant sur le catalogue de la Bibliothèque Nationale.



II

JUGEMENT DU 14 MARS 1436, PORTANT RECONNAISSANCE DE NOBLESSE UTÉRINE.

A la suite des contestations élevées par les commissaires royaux et les nobles paternels sur l'article 1^{er} de la coutume de Troyes, on présenta aux commissaires la copie de vingt jugements confirmatifs de cette noblesse. Cette série de copies authentiques fait partie des manuscrits de la bibliothèque de Troyes (Recueil factice, manuscrit n° 1290, fol^{es} 105-109), et nous devons à l'obligeance de M. Morel bibliothécaire-adjoint de cette ville de publier le premier de ces jugements. Nous avons choisi cette sentence comme étant la plus ancienne et n'émanant pas des baillis troyens dont l'impartialité a été suspectée.

— A tous ceux qui ces presentes lettres verront et orront Bernard de la Carre oficier gouverneur de la terre et chastellenie de Beaufort pour tres haut et tres puissant prince le Roy de Navarre duc de Nemours et seigneur du dit Beaufort salut Savoir faisons que Thomas Gossement demorant audit lieu de Beaufort en son nom a nagueres faict appeller en demandent par devant nous en jugement le procureur dud. Seigneur en sa dite terre de Beaufort deffendeur Et contre luy a proposé que feu

Jehan Huyard jadis frere de feu messire Guillaume Huyard prestre natif de ladicte terre et a leurs vivant demeurans en icelle estoit noble et gentilhomme ne et extraict de noble lignée Et pour tel estoit tenu et réputé de tous ceulx qui le cognoissoient et que comme tel il avait en sont temps esté mandé par le Roy pour aler en plusieurs voiaiges et armées esquelz voiaiges armées Guerles Liège et autrepars y fut personnellement comme noble Et tout sont temps joyt, et usa des previlèges de noblesse tels que les autres nobles de Champaigne Et iceulx con- nigtuez jusques a son trespasement et en avoit aquis bonne possession et saizine et tout droit de noblesse publi- quement et notoirement sans aucun contredit ou empes- chement Et s'aucun lui avoit esté mis en avoit il esté oste et leve à son proffict. Et que le dit feu Jehan Huyard avait esté conjoint par mariaige en une femme nommée Jehannette Duquel mariaige furent nez et procreez plu- sieurs enfans en espécial feue Colette jadis femme de Jehan Petit dict Gossement, à leurs vivans père et mère du dict Thomas Gossement demandeur Disoit et propo- soit encor ledict Thomas que par la coustume générale- ment et notoirement tenue et gardée en Champaigne et de laquelle on a usé ou temps passé et use l'on encor quand le cas y estoit en ladicte terre de Beaufort quant aucun enfant est né en leal mariaige, duquel enfant son père est noble et la mère franche femme ou la mère no- ble et le père franc ycellui enfant est noble et gentil- personne qui peut et doit joir et user de noblesse et gen- tillesse et pour tel est tenu et réputé Et que par ces moyens ledict demandeur filz naturel et légitime desdicts

feu Jehan Petit dict Gossement et Colette jadiz sa femme laquelle estoit noble et gentil femme et a cause dudit feu Jehan Huyard son pere peut et doit joir et user des droiz et previlleiges de noblesse Concluant que feust dict et jugé et déclaré par nous ledict demandeur estre noble et gentilhomme né et extraict et procréé de noble lignée Et par ce devoir joir et user des previlleiges de noblesse dont joissent et usent les autres nobles du Comté de Champagne mesmement ceulx de ladicte terre de Beaufort et ledict deffendeur non avoir aucun droit ou cause au contraire et lui imposer sur ce silence perpétuel Et condamner à souffrir ycellui demandeur joir et user desdicts previlleiges.

Et que le dict demandeur feist bien a recevoir demander et pourchasser à ce requérir à l'encontre dudit deffendeur Offrant prouver de ses faiz souffisamment pour obtenir son entencion Et de la partie dudit deffendeur eust tendu à fins contraires des fins du dict demandeur disant qu'il ne faisoit à recevoir en lui nyant son propos et disant qu'il estoit non noble bourgeois du Roy de Navarre et par ce non devoir joir ne user desdicts previlleiges de noblesse Et par lequel plaidoyer nous du consentement desdictes parties avons commis Oudin le Gaudocat garde du scel de la prévosté dudit Beaufort, Symon Chérot receveur dudit lieu et ledict deffendeur pour faire informacion et equeste des généalogie noblesse coustume et joissance et autres fais propos par ledict demandeur Et de la rapporter et mettre en court a certain jour ensuivant pour icelle veue faire appointement ausdictes parties. Laquelle informacion ledict

deffendeur a consentie valloir enqueste en ce present
Finalement comparans, aujourduy en personne judiciai-
rement par devant nous icelles parties querrons et de-
mandons droict et appointement sur ce que dict est veue
par nous de grant et meure déliberacion de conseil ladicte
nformacion par laquelle appert ledict demandeur estre
enfant naturel et legitime desdicts feux Jehan Petit dict
Gossement et Colette jadiz sa femme yssue et extraicte de
noble lignée a cause dudict feu Jehan Huyard jadiz son
pere comme dict est et la genealogie coustume et joïs-
sance des dessusdits estre vrayes et bien prouvées veues
aussi certaines lettres produictes et mises en court par
ledict demandeur par lesquelles nous est apparu souffi-
samment ycellui demandeur avoir droit de noblesse a
cause de sadicte feue mere et autres ses predecesseurs
dont il est descendu et qui a leurs vivans tenoient les
terraiges de Ronnais et autres choses mouvans de fief
noble Considere tout ce qui faisoit a veoir et conside-
rer en ceste partie nous avons dict disons et par droit
que ledict demandeur faisoit et faict bien a recevoir et
demander requerir et pourchasser ce que dessus est dict
et que il a assez prouvé pour obtenir son etencion et
pour ce ycellui demandeur avons en presence desdicts
procureur receveur et autres officiers dudict Seigneur au
dict lieu de Beaufort non contredisans declare et decla-
rons estre noble et gentilhomme ne et extraict de noble
lignée et habille de pouvoir joïr et user des droiz et
previlleges de noblesse telz que peullent et ont acoustu-
mer de joïr et user les autres nobles de Champaigne et
de la dicte terre de Beaufort Et icellui deffendeur non

avoir aucun droict ou cause valable au contraire et sur ce lui avons impose et imposons silence perpetuel En tesmoing de ce nous avons faict mettre a ces presentes lettres le scel et contre scel de la chastellenie et prevoste de Beaufort Faictes et données audict lieu de Beaufort le quatorzième jour du mois de mars l'an mil quatre cens trente et six.

Collation de ceste presente copie a este collationnée aux lettres originales cy dessus transcriptes qui estoient saines et entières en scel et escripture. Par nous notaires royaux en la prevosté de Troyes cy soubzscriptz. Pour et a requeste de messieurs les maire et eschevins dudict Troyes le deuxième jour de décembre l'an mil-cinq-cent et neuf. (*Signé*).

N. Gossement.

C. de Villemor.

BIBLIOGRAPHIE

- D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — Histoire des Ducs et des Comtes de Champagne. — Paris-Troyes, 1859-1869, 7 v° in 8°.
- BACQUET (J.). — Œuvres avec notes de Claude de Ferrière. — Lyon, 1744, 2 vol. in f°.
- DE BARTHELEMY (A.). — Recherches sur la noblesse maternelle. — Paris, 1861, un vol. in 8°.
- DE BARTHELEMY (A.). — Nouvelles observations contre la noblesse maternelle. -- (Extrait de la Revue Nobiliaire, T. VIII). Paris. Dumoulin, 1865, un fasc. in 8°.
- DE BARTHELEMY (A.). — Etude sur les lettres d'anoblissement. — (Extrait de la Revue historique nobiliaire 1869.) Paris, Dumoulin, 1869, un fasc. in 8°.
- DE BARTHELEMY (A.). — Les Monnayers Troyens au XV^e siècle. — Paris 1875, un fasc. in 8°.
- BEAUMANOIR. (Ph. de). — Les coutumes de Beauvoisis. Nouvelle édition par le comte BEUGNOT. — Paris 1847, 2 vol. in 8°.
- BFAUNE. — Droit coutumier français. La condition des personnes. Lyon. Paris 1882, 1 vol. in 8°.
- BOCKING (E.). — Notitia dignitatum et administrationum omnium tame civilium quam militarium in partibus Orientis et Occidentis. — Bonnæ 1839-1853; 3 vol. in 8° Précédé d'une préface. Ueber die Notitia dignitatum utriusque imperii, 1834.

- BOUCHIER. (Prés^t). — Commentaires sur la coutume de Bourgogne. — Dijon 1742, 1746, 2 vol. in f°.
- BOURDOT DE RICHEBOURG. — Nouveau coutumier général. — Paris, 1721, 4 vol. in f°.
- BÔURJON. — Le droit commun de la France et de la coutume de Paris. — Paris 1770, 2 vol. in f°.
- CÉSAR. — De bello gallico.
- CHÉRIN (L. N. H.) — Abrégé chronologique d'édits, déclarations, règlements, arrêts, et lettres patentes des Rois de France de la 3^e race, concernant le fait de la noblesse. Précédé d'un discours sur l'origine de la Noblesse, ses différentes espèces, ses droits et prérogatives, la manière d'en dresser les preuves et les causes de sa décadence. — Paris 1788, un vol. in 12.
- COQUILLE (Guy). — Œuvres. — Bordeaux 1703, un vol. in-f°.
- CUJACCI (Jacobi). — Opera. — Naples, 1758, 11 vol. in-f°.
- ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du Droit Français. — Paris, 1895, un vol. in-8°.
- FABERT. — Les remarques sur les coutumes générales du Duché de Lorraine. — Metz, 1657, un vol. in-f°.
- GLASSON (E.). — Histoire du Droit et des Institutions de la France. — Paris, 1882-1896. 7 vol. in-8°.
- GLASSON (E.). — Histoire du Droit et des Institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre. — Paris, 1882-1883, 6 vol. in-8°.
- GAUSSET. — Les lois municipales et coutumes générales du balliage de Chaulmont en Bassigny et ancien ressort d'iceluy. — Epinal, 1623, un vol. petit in-4°.
- GROSLEY. — Recherches pour servir à l'histoire du Droit Français. — Paris, 1752. 1 vol. petit in-8°.
- GUILHIERMOZ. — Un nouveau texte relatif à la Noblesse maternelle de Champagne. — Paris, 1889, un fasc. in-8.
- HOUARD. — Traité sur les coutumes Anglo-Normandes qui ont été publiées en Angleterre depuis le XI^e siècle jusqu'au XIV^e. — Paris 1776, 4 vol. in-4°.

LABBEY DE LA ROQUE (P. E. M.). — Recherche de Montfaut contenant les noms de ceux qu'il trouva nobles et de ceux qu'il imposa à la taille en l'année 1463. — Caen, 1818, un vol. in-8.

LABOULAYE (E.) et R. DARESTE. — Le Grand Coutumier de France. Nouvelle édition. Paris 1868, un vol. in-8.

LAGRÈZE (de). — Histoire du Droit dans les Pyrénées. — Paris, 1867, un vol. in-8.

LAURIÈRE (Eus. de). — Glossaire du Droit Français. (Nouvelle édition par L. Favre). — Niort, 1882, un vol. in-4.

LE GRAND. — Coutume du bailliage de Troyes. — Paris 1737, un vol. in-8.

LEHUEROU. — Histoire des institutions carlovingiennes et du gouvernement carlovingien. — Paris, 1843, un vol in-8.

LOUANDRE. — La noblesse française sous l'ancienne monarchie. — Paris, 1880, un vol. in-12.

LOYSEL. — Institutions coutumières avec les notes de Laurière. Nouvelle édition revue par Dupin et Laboulaye. — Paris 1846, 2 vol. in-12.

MAUROY (A. de). — De la noblesse maternelle. — St-Amand 1891, un fasc. pet. in-8.

— Mémoire et consultation sur la noblesse maternelle de Champagne, 12 février 1985, par MM. Babilie, Henrion et Oudart.

PARDESSUS. — Loi salique, ou recueil contenant les anciennes rédactions de cette loi et le texte connu sous le nom de Lex emendata. — Paris 1818, un vol. in-4.

PITHOU (Pierre). — Les Coustumes du baillage de Troyes en Champagne avec annotations sur icelles. — Troyes, 1609, un vol. in-4.

LA ROQUE (de). — Traité de la noblesse et de toutes ses différentes espèces. — Paris 1761, un vol. in-4.

ROZIÈRE (E. de.) — Recueil général des formules usitées dans l'empire des Francs du V^e au X^e siècle. — Paris, 1859-1871, 3 vol. in-8.

TACITE. — Germania.

VIOLLET (P.). — Les établissements de Saint-Louis.— Paris 1881
1886, 4 vol. in-8

WALTER. — Corpus juris germanici antiqui. — Berolini 1824,
3 vol. in-8.

Vu par le Président de la thèse

E. CHÉNON

Vu par le Doyen,

GARSONNET

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

GRÉARD



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — Ancien droit	12
<i>Section I.</i> — De la filiation en droit romain	12
<i>Section II.</i> — De la filiation en Gaule et en Germanie.....	25
CHAPITRE II. — Époque barbare et féodale.....	36
<i>Section I.</i> — Du principe de la filiation maternelle dans les lois barbares.....	36
<i>Section II.</i> — Les règles de la filiation et la noblesse ma- ternelle d'après les premiers coutumiers	42
CHAPITRE III. — Les coutumes rédigées.....	61
<i>Section I.</i> — Règles générales de la filiation.....	61
<i>Section II.</i> — Condition des nobles de mère d'après les coutumes rédigées.....	78
CHAPITRE IV. — La noblesse maternelle depuis la rédaction des coutumes	84
<i>Section I.</i> — La noblesse maternelle dans les anciens auteurs et la jurisprudence.....	84
<i>Section II.</i> — Origine et nature de la noblesse mater- nelle d'après certains auteurs.....	98
CONCLUSION.....	108
APPENDICES.....	111
I. — Les manuscrits de l'ancien coutumier champe- nois	111
II. — Jugement du 14 mars 1436 portant reconnais- sance de la noblesse utérine.....	113
III. — Carte des coutumes admettant la noblesse ma- ternelle et la servitude personnelle.	

H. JOUVE, imprimerie des Ecoles, 15, rue Racine, Paris
